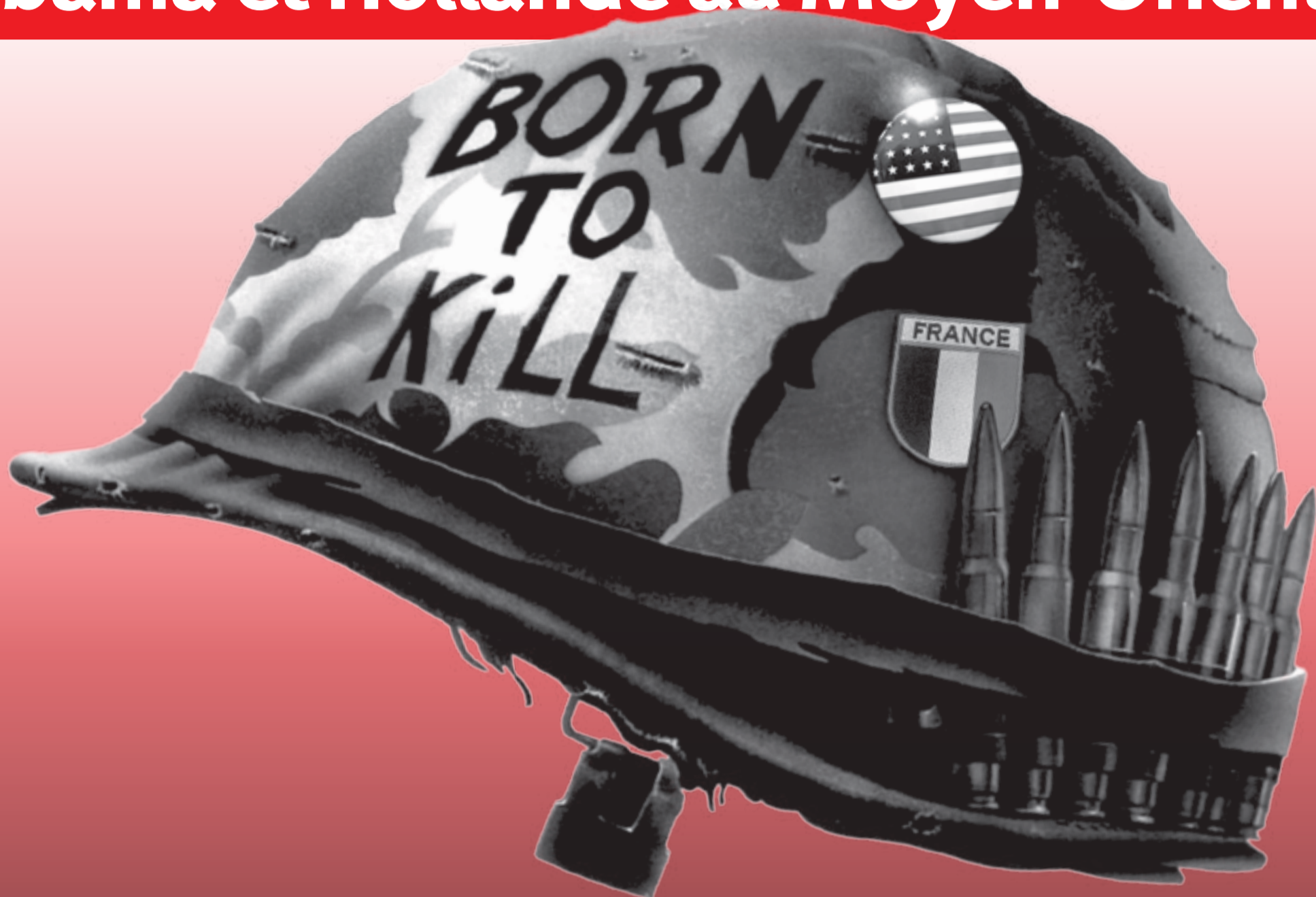


l'Anticapitaliste

n°257 | 25 septembre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Obama et Hollande au Moyen-Orient



Les POMPIERS PYROMANES s'en vont EN GUERRE

Dossier
Il y a 150 ans,
la Première
Internationale
Pages 6 et 7

ÉDITO
«Changer le système,
pas le climat!» Page 2

PREMIER PLAN
Gouvernement - Medef:
entre provocations
et surenchères
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Afrique de l'Ouest: Ebola, une
maladie sur le terreau de la misère
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec des militantEs
sans-papiers
Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

«Changer le système, pas le climat!»

Des centaines de milliers de manifestantEs – 300 000 à New York, environ 10 000 à Paris – sont descendus dans les rues de 150 villes du monde le 21 septembre pour «la justice environnementale et l'égalité». C'est une bonne nouvelle! Il est plus que temps que les peuples, celles et ceux qui souffrent et souffriront de plus en plus nombreux du réchauffement climatique, s'en occupent et ne laissent pas l'avenir du climat, de la planète et de ses habitantEs, aux conférences internationales. Ces manifestations se sont déroulées à l'occasion du sommet des chefs d'État sur le changement climatique organisé par Ban Ki-Moon, qui prétend annoncer «des mesures audacieuses» et «passer à l'action»... mais qui en réalité met en avant des fausses solutions qui font la part belle à la finance et aux méga-projets nuisibles et imposés aux peuples par et pour les multinationales. Partenariats public-privé, «agriculture intelligente» et dispositifs de finance carbone, le sommet fait de la lutte contre le dérèglement climatique l'affaire profitable des grands groupes capitalistes. Cette journée internationale de mobilisation a été initiée par Avaaz, qui lance des campagnes de mobilisation internationale sur internet, comme «la plus importante pétition (...) jamais lancée». Au-delà du flou délibéré de l'appel, de son côté campagne publicitaire, elle témoigne de la disponibilité, en particulier de la jeunesse, pour des mobilisations extrêmement massives sur la question du climat. Mais comme l'affirment d'autres initiatives – Forum pour le climat ou militantEs d'Occupy qui veulent «inonder Wall Street» contre le capitalisme et la crise climatique – il ne suffit pas d'un appel aux chefs d'État: il faut désigner les vrais responsables, c'est-à-dire les multinationales polluantes, les banques et les responsables politiques qui les servent. Il faut faire passer «les gens, la planète et la paix, avant les profits» et «changer le système, pas le climat». À quinze mois du sommet Paris Climat, ces mobilisations montrent la possibilité d'un mouvement puissant, et indiquent aussi la responsabilité de l'ensemble du mouvement social pour le construire et lui donner un contenu radical: sortir des énergies fossiles et du nucléaire, créer des emplois durables pour sauver le climat, réquisitionner les grands groupes de l'énergie et le système financier et bancaire.

BIEN DIT

Faudra-t-il qu'il y ait des blessés pour que la préfecture de police et le ministère de l'Intérieur se décident enfin à réagir?

Communiqué de l'UD CGT Paris du mercredi 17 septembre, après l'agression dont ont été victimes des militantEs soutenant les salariéEs sans papiers du salon de coiffure du 57 boulevard de Strasbourg. Les agresseurs sont certainement des hommes de main des employeurs.

À la Une

Les pompiers pyromanes s'en vont en guerre

À l'heure où l'avancée de l'État Islamique(EI)/Daesh soulève chaque jour un peu plus l'horreur, il faut le redire: les atrocités qui se multiplient au Moyen-Orient ne sont pas des tragédies s'inscrivant contre la «bonne volonté» de grandes puissances comme les USA et la France. Elles sont en très grande part un produit de leur interventionnisme constant, de leur concurrence entre elles, de leur soutien aux dictatures et au colonialisme, au nom de la maximisation de leurs intérêts à court terme.

Ainsi, la solennelle «déclaration de guerre aux djihadistes de l'État islamique» de Hollande n'est qu'un enfumage de plus pour tenter de redresser une crédibilité personnelle en perdition. Mais au-delà d'une opération de communication, il y a de vrais intérêts économiques et stratégiques derrière, et il y a lieu de s'inquiéter de cette nouvelle aventure guerrière, après celle du Mali, dont le versant intérieur est une panoplie de mesures liberticides – la quinzième en vingt-cinq ans!

Les mains sales

Innocent de la situation actuelle, l'État français? Il a exercé un mandat sur le Liban et la Syrie jusqu'à l'après Seconde Guerre mondiale, confessionnalisant les questions politiques pour mieux les contrôler. Il a constamment soutenu l'État d'Israël dans sa logique coloniale contre le peuple palestinien, jusqu'à la guerre d'écrasement de Gaza menée cet été par le gouvernement israélien d'extrême droite, sans aucune remise en cause des accords privilégiés dont celui-ci bénéficie avec les «démocraties occidentales» et qui le maintiennent sous perfusion. La France a aussi longtemps soutenu la dictature de Saddam Hussein en Irak, et avec les USA l'ont encouragé à attaquer l'Irak pour une guerre qui a fait un million de morts entre 1981 et 1988, avant de se retourner contre Saddam Hussein lorsque celui-ci est devenu trop aventuriste en 1991. La seule infamie que la France ait évitée,



Obama prépare les troupes. DR

c'est la sale guerre sous leadership étatsunien en 2001, très largement responsable du chaos actuel en Irak.

La révolution et la démocratie abandonnées

Parlons aussi du rôle des gouvernements français, de droite comme de gauche, dans les politiques néolibérales mondiales qui portent la croissance insupportable des inégalités: leur coopération avec les monarchies pétrolières intégristes du Golfe, les énormes contrats, de l'armement au BTP, les prises de participation dans le capitalisme français. Cela, alors qu'il est de notoriété publique que ces royaumes impulsent toutes les formes du djihadisme!

En Syrie, depuis le soulèvement de 2011, Bachar Al-Assad mène une guerre totale contre son peuple,

avec l'aide décisive de la Russie de Poutine et de l'Irak des Mollahs. Les gouvernements français successifs ont condamné verbalement la dictature, mais les forces démocratiques et non confessionnelles de la révolution ont été abandonnées, ce qui a permis la montée en puissance des intégristes religieux. Et ce sont ces répressions et ces injustices, plus la stigmatisation des immigréEs en Europe elle-même, qui poussent des fractions des populations exaspérées dans les bras des aventuriers criminels et ambitieux qui organisent l'EI et les autres structures de ce genre.

Avec les peuples, contre la guerre!

C'est donc une association de pompiers pyromanes qui s'est réunie le 14 septembre à Paris autour d'Obama et Hollande pour former

une coalition militaire et financière contre l'EI. Mais ce n'est pas une nouvelle guerre impérialiste qui permettra aux peuples de cette région dévastée d'obtenir la justice et la liberté.

Nous revendiquons le retrait de toutes les troupes françaises de la région, en particulier des 900 soldats et des avions qui sont sur place. Notre solidarité concrète doit aller à toutes les forces démocratiques en Syrie et en Irak, ainsi qu'aux Kurdes et aux populations, aux travailleurEs, qui résistent à cette terreur. Au moment où en Syrie, les populations sont massacrées et prises entre deux feux autour de Kobané, d'Alep et de Damas, ce sont les forces locales qui se battent contre l'EI, le sectarisme confessionnel et les régimes en place, qu'il faudrait fournir en armes. Mais il n'en est évidemment pas question pour la coalition, comme en témoigne le maintien par les États-Unis et l'Union européenne de l'inscription du Parti des travailleurs du Kurdistan sur leurs listes d'organisations «terroristes», alors même que les combattantEs du PKK et du PYD (son équivalent en Syrie) sont au premier rang pour tenter d'empêcher la progression des troupes de l'EI. Cette mesure doit être immédiatement levée. Et plutôt que d'engager une nouvelle intervention impérialiste, l'Union européenne et la France devraient secourir les deux millions de personnes qui fuient les massacres et cherchent asile et protection, sur place et en leur ouvrant nos frontières.

Jacques Babel

GOUVERNEMENT - MEDEF

Entre provocations et surenchères

Emmanuel Macron s'est platement excusé de ses propos scandaleux au sujet des salariées des abattoirs Gad placés en liquidation judiciaire: «il y a dans cette société une majorité de femmes. Il y en a qui sont, pour beaucoup, illettrées.» Les excuses ne coûtent pas cher, et surtout elles n'effacent pas le fond, le mépris, un réflexe qui imprègne les classes dominantes comme leurs serviteurs politiques.

Ces gens pratiquent ce mépris avec brutalité, même quand ils ne parlent pas des «sans-dents» et emploient des termes plus mesurés.

Leur «infinie bienveillance»...

Macron a été bêtement maladroit mais que dire des discours et des

actes de Valls, de Hollande, Gattaz et leurs amis... Que dire de ces discours qui pratiquent systématiquement un double langage cynique et méprisant. Quel mépris que les élans de Valls dans son discours à l'Assemblée parlant des souffrances du peuple pour vanter son «infinie bienveillance», cela alors que sa politique n'a

qu'une obsession: servir les classes dominantes, l'austérité, les cadeaux aux entreprises. Quel mépris que ces 26 centimes d'augmentation par jour du minimum vieillesse!

Tous leurs discours sont marqués du sceau de la duplicité, du double langage d'une politique qui prétend correspondre aux intérêts de

l'ensemble de la population, alors qu'elle ne sert que les intérêts des patrons et des banques.

«Jusqu'au bout»

Les propos tenus par Hollande lors de sa quatrième conférence de presse en sont l'illustration. Il n'avait rien à dire ni à annoncer, si ce n'est faire le service après-vente de la politique défendue par Valls à l'Assemblée. Pour tenter de combler le vide, il a pris la pose du chef des armées et du père de la Nation. «Mon premier devoir, c'est d'assurer la sécurité de la France» alors que «l'Europe, le monde, sont menacés», justifiant la participation de la France à la troisième guerre d'Irak.

Des discours creux plein de complaisance à son propre égard, exercer le pouvoir: «c'est pas facile», «c'est dur»... Mais il entend bien s'y accrocher. Pas d'inquiétude à avoir sur la stabilité à la tête de l'État, Hollande

Un monde à changer

PRÉCARITÉ. Le discours officiel consiste souvent à expliquer que l'emploi précaire n'est qu'un mauvais moment à passer, surtout pour les jeunes, et qu'il va permettre de déboucher sur un emploi «de bonne qualité»: un CDI. Des travaux de l'Insee démontent cette fable et montrent à la fois une dégradation de la qualité du CDI et une précarisation permanente d'une partie des salariés. Malgré l'augmentation des formes particulières d'emploi (CDD, intérim, stages et apprentissage) dans les années 1980 et 1990, le CDI reste la forme dominante du contrat de travail (87% des salariés du privé), mais la qualité du CDI s'est dégradée avec notamment le développement du temps partiel et du travail du dimanche ou du soir ou de nuit sans nécessité impérative de service public ou industrielle. On embauche de moins en moins en CDI: alors qu'en 1982, près de la moitié des recrutements se faisaient sous cette forme, désormais le CDI ne concerne plus qu'une embauche sur 20. Les contrats précaires sont de plus en plus courts: de trois mois en moyenne en 1982, leur durée n'est plus que d'un mois en 2011 (cinq semaines en moyenne en CDD, un peu moins de deux semaines en intérim) et les salariés précaires ont de plus en plus

tendance à le rester, enchaînant contrat après contrat. L'Insee note «la diminution continue sur trente ans des transitions vers l'emploi en CDI». Si les jeunes sont toujours largement sur-représentés parmi les salariés précaires avec 23% des 15-24 ans en CDD en 2011, «les seniors sont de moins en moins protégés», 8% des plus de 60 ans étant désormais en CDD. Sont plus particulièrement affectés les ouvriers, très présents dans l'intérim, et les professions concernées par les CDD d'usage (qui permettent depuis 1990 de conclure des contrats successifs avec un même salarié), comme le spectacle et l'hôtellerie-restauration. Perpétuer et amplifier ces catégories précaires est bien dans l'intérêt du capital afin de peser sur les conditions de travail de l'ensemble des salariés. À propos de l'«armée de réserve du capital», Marx parlait déjà de cette catégorie de travailleurs qui «appartient bien à l'armée industrielle active, mais en même temps l'irrégularité extrême de ses occupations en fait un réservoir inépuisable de forces disponibles. Accoutumée à la misère chronique, à des conditions d'existence tout à fait précaires et honteusement inférieures au niveau normal de la classe ouvrière, elle devient la large base de branches d'exploitation spéciales [...]».

PALESTINE

Après le cessez-le-feu... la guerre continue!

Le 26 août dernier, la résistance palestinienne et le gouvernement israélien ont conclu un cessez-le-feu après 51 jours de bombardements de Gaza, territoire palestinien sous blocus, provoquant plus de 2 000 morts, 10 000 blessés et pas loin d'un demi-million de déplacés. Malheureusement, si ce cessez-le-feu traduit une défaite militaire et politique pour Israël que les sondages sur la popularité de Netanyahu ont très bien montré, il ne traduit en rien espoir d'amélioration des conditions de vie des palestiniens et de la reconnaissance de leurs droits.

À Gaza, la situation est catastrophique depuis la fin de la guerre déclarée par Israël. En plus des morts, des blessés et des déplacés, un nombre incalculable d'habitations, 200 écoles et la seule centrale électrique de l'enclave sont détruites. Dans certains endroits, les habitants sont désormais obligés de creuser des puits pour avoir accès à l'eau. Le coût des dégâts s'élèverait à 4 milliards d'euros selon les Nations unies. L'accord sur la reconstruction a bien eu lieu entre Israël et les Palestiniens, mais là aussi la puissance coloniale impose ses conditions en voulant faire vérifier l'entrée des marchandises via l'ONU, niant de fait les institutions palestiniennes. Malgré les négociations indirectes qui continuent entre Palestiniens



À Gaza, la rentrée des classes dans un champ de ruines. DR

et Israël, il n'est en aucun cas question de la levée du blocus, de la création d'un port ou d'un aéroport dans la bande de Gaza. D'ailleurs Israël met comme condition à tout accord de long terme la démilitarisation de Gaza. Chacune des promesses de Netanyahu à l'issue du conflit armé n'aura été que mirage pour le peuple gazaoui.

Répression et colonisation s'accroissent

En Cisjordanie, la colonisation et la répression s'est accélérée en prenant prétexte de l'assassinat de trois jeunes colons, prétexte servant à l'attaque de Gaza. Et comme si cela ne suffisait pas, l'État sioniste a annoncé la saisie de 400 hectares de terres dans la

région de Bethléem dans le but d'étendre la colonie de Gva'ot. Avec 7 500 nouveaux colons en six mois, Israël démontre qu'il n'est pas prêt du tout à renoncer à son projet de «grand Israël». Depuis le mois de mai dernier, plus de 25 Palestiniens ont été assassinés et des dizaines gravement blessés par l'occupant en Cisjordanie. En parallèle de l'opération à Gaza «bordure protectrice», 2 000 Palestiniens de Cisjordanie ont été emprisonnés, portant le nombre de détenu à plus de 7 000. Avec ou sans opération militaire, Israël reste un État criminel. Comme l'a dit Salah Hamouri lors de la dernière Université d'été du NPA, la guerre de Gaza fait partie d'une guerre déclarée au peuple palestinien depuis 65 ans. Qu'il y ait offensive militaire ou pas, Israël prive en permanence les habitants de Gaza et de Cisjordanie de certains de leurs droits les plus élémentaires. Pour les uns, c'est un blocus complet de leur territoire, offensives militaires régulières, privation de certaines ressources, tandis que pour les autres, c'est une occupation grandissante, le contrôle des ressources en eau, la construction d'un mur d'apartheid et de colonisation et des arrestations arbitraires. Tout cela avec la complicité de la communauté internationale depuis plusieurs dizaines d'années.

De Bethléem, Camille Acac

La brutalité des patrons

Le ton patelin et pleurnichard de Hollande n'est là que pour vendre la politique du patronat que le vieux renard Gattaz exprime sans détour. «Notre modèle social a vécu, il n'est plus adapté», il y a «des freins à l'embauche que l'on peut faire sauter sans que cela coûte un centime». «Autoriser le travail le dimanche et après 21 heures, sur volontariat, quand une entreprise le demande par exemple. Je ne dis pas que cela doit devenir un jour normal, mais les modes de vie changent. Si certains de nos salariés veulent travailler entre 21 heures et minuit et gagner plus, qu'on les laisse faire...» «Aujourd'hui, les 35 heures appliquées de manière uniforme, ce n'est plus d'actualité», affirme-t-il avant d'ajouter: «Je ne dis pas qu'il faut travailler 48 heures par semaine. Mais si des sociétés ont besoin de travailler 40 heures et d'autres 32 heures hebdomadaires, il faut les



«J'ai deux ou trois idées à te soumettre...» DR

laisser s'organiser.» Il faudrait aussi «fluidifier le marché du travail» en «intégrant les nouveaux modes de vie». En finir avec le SMIC, supprimer deux jours fériés... le patronat ne manque pas d'idées pour aménager la vie des salariés au gré des nouveaux modes de vie!

Gattaz veut en finir avec le «conservatisme. [...] Les mots interdits, les tabous, ça suffit.» Oui, pas de tabou: parlons ouvertement et sans détour de la nécessaire lutte de classe contre le vieux monde de la grande bourgeoisie et de ses larbins politiques! **Yvan Lemaître**

Le chiffre

200 000

C'est la somme, en euros, réclamée devant les Prud'hommes de Paris par les 16 premiers ex-salariés de Virgin licenciés en 2013, avec le syndicat SUD. Non-respect de la législation relative au temps partiel, travail de nuit et CDD bidons... Le tribunal tranchera le 28 mai 2015.



Agenda

Samedi 27 septembre, fête de la Commune de Paris de 1871, Paris.

Organisé par les amis et amies de la Commune de Paris, interventions, restauration, musique et stands, de 14 h jusqu'à 20 h, place de la Commune de Paris 1871 (à l'angle des rues de la Butte-aux-Cailles et de l'Espérance), Paris 13^e.

Vendredi 10 octobre, réunion publique du NPA, Poitiers. Autour de Mai 68, avec Alain Krivine, à 20 h 30 au bar le BiblioCafé, rue de la Cathédrale.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

C'est un nouvel élan que le président de la République a voulu tracer, a voulu annoncer. Je trouve que c'est bien qu'il s'y investisse. On a encore des questions à régler, comme par exemple la question du statut de l'apprenti.

THIERRY LEPAON, le 19 septembre, après le discours de Hollande annonçant de nouvelles faveurs aux entreprises pour l'apprentissage (primes, «simplifications administratives...»), sans bien entendu aucune avancée sur la situation des jeunes. Les patrons vont donc encaisser, et les jeunes aussi... mais pas de la même façon!

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

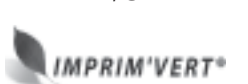
Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



FRONT NATIONAL

Les mairies s'enlisent



Engelmänn. DR

Se servir des mairies « conquises » en mars comme autant de vitrines, pour démontrer la « capacité à gouverner » du parti et préparer 2017: tel était le projet du FN... Loupé!

Marine Le Pen avait promis une politique municipale plutôt « soft », et juré au mois de mars dernier que le FN n'utiliserait pas ses futures municipalités comme autant de « laboratoires » pour imposer une idéologie ? Souvent raté, ou alors promesse abandonnée ! Les maires du parti d'extrême droite devaient apparaître comme moins autoritaires, moins enclins au népotisme, moins sectaires que ceux des années 1990 à Toulon, Vitrolles... Pari souvent perdu. Ainsi, si Robert Ménard, maire de Béziers et personnellement non encarté au FN, entend montrer son autonomie vis-à-vis du parti, il le fait souvent en s'appuyant sur encore plus radical que le FN... ayant recruté des dirigeants « identitaires » dans les rangs du personnel de la mairie. Et surtout, ses tentatives de régenter les consciences de façon autoritaire et dirigiste sont par trop visibles. De son rêve de faire porter la blouse grise – à l'ancienne – aux élèves de « sa » ville, jusqu'à sa dernière trouvaille : un arrêté spécial interdisant de cracher par terre, créant une amende municipale spéciale à cet effet... Il s'agit là, dixit Ménard, d'« éduquer les gens », en réactivant un décret qui avait été adopté... le 22 mars 1942 sous Vichy.

Dictature municipale...

Les turbulences se concentrent surtout à Hayange (en Lorraine). L'autoritarisme du jeune maire, Fabien Engelmänn, a fait fuir jusqu'aux plus proches. Son ancienne première adjointe, Marie Da Silva, a publiquement dénoncé sa façon très personnelle de diriger. Elle en a profité pour révéler, au passage, que les comptes de campagne des dernières municipales avaient été truqués. Le 3 septembre, une majorité des conseillers FN lui ont retiré ses fonctions de numéro deux de la mairie, mais le vote semble entouré d'irrégularités et de fraudes. Depuis, le 19 septembre, deux autres adjoints au maire, Patrick Hainy et Emmanuelle Springmann, ont été à leur tour virés de leur poste pour avoir émis des doutes sur le procédé...

Proche d'une secte anti-musulmane dénommée « Riposte laïque », ce même Engelmänn a imprimé une marque extrêmement idéologique à sa politique locale. Ainsi, dimanche 7 septembre, il a organisé une « Fête au cochon » sur une place publique centrale de la commune. Lui-même végétarien, Engelmänn a ainsi chanté les louanges du cochon, « notre cousin », mais aussi de sa viande... L'arrière-pensée est transparente : ni musulmans ni juifs ne consommant de la viande porcine, celle-ci est utilisée comme marqueur d'« identité » par certains courants d'extrême droite, souvent les plus durs.

Par ailleurs, Engelmänn avait auparavant fait repeindre un train de mineurs, exposé dans cette ville d'industrie lourde, en bleu-blanc-rouge. Il s'agissait de « franciser » symboliquement la classe ouvrière, de l'« intégrer dans la nation » dans un sens que Joseph Goebbels n'aurait pas renié. Depuis, des esprits critiques ont planté des drapeaux tout autour du monument, représentant les pays d'où les mineurs de la région étaient souvent réellement originaires : Ukraine, Maroc, Algérie, Tunisie...

Même dans l'esprit de nombreux dirigeants FN, Engelmänn en fait aujourd'hui trop. Son étoile semble sur le déclin. Celle de son parti ne l'est, malheureusement, pas et il reste primordial de mener la lutte antifasciste.

Bertold du Ryon

LOI ANTITERRORISTE Un grand pas dans le tout sécuritaire

En procédure accélérée, la loi antiterroriste a été adoptée à l'Assemblée nationale le 18 septembre, et sera soumise au vote des sénateurs à la mi-octobre. Elle s'inscrit dans l'arsenal antiterroriste, déjà riche de 14 lois votées depuis 1986, qu'elle durcit encore...

Un bel exemple d'unité nationale : l'appel du ministre de l'Intérieur dans l'hémicycle, à « la nécessité de se rassembler devant la menace » a donc été entendu. Tous les députés, du FN au Front de gauche, à l'exception des députés EÉLV qui se sont abstenus, ont voté cette quinzième loi de lutte contre le terrorisme. Il est à noter que le PG a désavoué le vote des députés du Front de gauche et appelle les sénateurs et sénatrices du FdG à voter contre. À suivre. Portée par le ministère de l'Intérieur, la loi affiche la volonté d'empêcher de manière administrative le départ en Syrie de jeunes, garçons et filles. La raison avancée serait essentiellement de diminuer le risque d'action terroriste qu'ils pourraient commettre à leur retour.

Une loi liberticide

Outil de communication gouvernementale, cette loi de circonstance est une atteinte massive aux droits des citoyens. Dès le premier article, l'interdiction administrative de sortie du territoire pour 6 mois renouvelables, avec confiscation des papiers d'identité, donne le ton. C'est une mesure préventive quand il y a « des raisons sérieuses de croire que les personnes concernées ont l'intention de partir en Syrie », dixit Bernard Cazeneuve. La présomption de culpabilité



Les écrans sous surveillance. Et pas seulement... DR

remplace donc la présomption d'innocence. C'est une sanction pénale qui s'applique sans jugement et sans qu'un acte répréhensible n'ait été commis. Bref, c'est la pénalisation de l'intention ! Par ailleurs, un nouveau délit est créé, celui d'entreprise terroriste individuelle. Là, il ne s'agit plus d'intentions mais d'infractions : deux infractions doivent avoir été commises, parmi une liste large dans laquelle figurent par exemple la consultation de sites djihadistes ou la possession de livres ou de documentations sur le sujet. Autant dire que cela peut concerner de nombreux citoyens curieux, des militants qui tiennent à s'informer à des sources variées, des associations ou partis prenant des positions publiques à partir

de sources diverses... Autant dire que, dès l'application de la loi, nous serons tous suspects... et donc coupables ! De plus, les délits de provocation à la commission d'actes terroristes et d'apologie du terrorisme, sur internet, infractions jugées auparavant en tant qu'usage abusif de la liberté d'expression dans le cadre de la loi régissant la presse, seront désormais considérés comme des actes terroristes à part entière, relevant du pénal. Un éditeur ou un hébergeur internet devront retirer les contenus relatifs à l'incitation au terrorisme sous 24 heures, sous peine de blocage du site. Les perquisitions à distance des équipements informatiques seront légales, et les données déchiffrées seront conservées.

Police partout, libertés nulle part ?

Les pouvoirs de police administrative sont fortement augmentés, bien au-delà de la seule question du terrorisme. Les pouvoirs d'enquête sur la criminalité seront étendus, les prérogatives de contrôle renforcées, et le ministre a promis d'augmenter le nombre d'enquêteurs. Pour réaliser « le parcours de radicalisation » des suspects, les policiers auront le droit de passer au scanner toute leur vie, de leurs comptes en banque à leurs messageries en passant par leurs relations.

Cette nouvelle loi remet en cause de nombreux droits : ceux relatifs à l'information, à la liberté de circulation, à la liberté de communication, à la protection de la vie privée...

Quelle efficacité contre le terrorisme ?

Peu, voire pas du tout. Il est quasi impossible de bloquer un contenu jugé litigieux sur les réseaux sociaux sans sur-bloquer tous les réseaux, ce que personne ne fera... Et pour certains des jeunes candidats au départ, ce n'est pas le passage sur des sites de propagande qui les ont convaincus mais le passage en prison ! Pour rappel, 70 % des jeunes incarcérés le sont pour de très courtes peines qui pourraient facilement s'effectuer autrement que dans ces prisons. Mais pour cela, il faudrait miser sur l'éducation et non sur l'enfermement. Plus globalement, si la volonté était de protéger des jeunes des « sirènes du djihad », il faudrait qu'ils trouvent de bonnes raisons de vivre en France : cela passe par une réelle égalité à l'éducation, à la culture, aux sports, par la fin des harcèlements policiers, et surtout la possibilité de s'imaginer un avenir ici !

Roseline Vachetta

SARKOZY Le grand bluff

Sarkozy tente de revenir en homme « nouveau » en vue de 2017, mais sans surprise, c'est bien toujours la même camelote politique qu'il propose, réactionnaire et xénophobe.

Vendredi dernier, Sarkozy a rendu publique sa candidature à la présidence de l'UMP. Un retour orchestré en fanfare, avec une grosse couverture de presse dont une interview de 40 minutes le dimanche soir suivant sur France 2. Mais d'abord, sur sa page personnelle Facebook, une simple déclaration pour tenter de faire croire à la sincérité de son engagement, « proposer aux Français, dit-il, un nouveau choix politique ». « J'ai vu monter comme une marée inexorable le désarroi, le rejet, la colère à l'endroit du pouvoir, de sa majorité mais plus largement de tout ce qui touche de près ou de loin à la politique. [...] Cette absence de tout espoir si spécifique à la France d'aujourd'hui nous oblige à nous réinventer profondément. » Et le renouveau, Sarkozy l'a mis à toutes les sauces dans cette déclaration : « nouveau choix politique », « nouveau et vaste rassemblement » doté « d'un nouveau projet, d'un nouveau mode de fonctionnement adapté au siècle qui est le nôtre et d'une nouvelle équipe qui portera l'ambition d'un renouveau si nécessaire à notre vie politique ». Sarkozy veut « transformer de fond en comble » sa « famille politique »...



Politicien sur le retour, vu à la télé... DR

en trois mois. Un changement de nom, un nouveau projet, une direction rajeunie et renouvelée, en particulier par la promotion de responsables de la « droite populaire », et surtout... un candidat unique pour 2017 sans avoir à passer par des primaires.

Rien ne dit que Sarkozy ira au bout de sa « longue marche ». Fillon et Juppé sont bien décidés à l'en empêcher et il est cerné de près par les affaires, en particulier mis en examen en juillet dernier pour

« trafic d'influence présumé et violation présumée du secret de l'instruction » à la suite de sa tentative de corruption pour obtenir d'un magistrat un document sensible dans l'affaire Bettencourt contre la promesse d'une sinécure.

Nouvel emballage, vieux contenu...

Sarkozy a précisé les grands axes de son projet politique lors du 20 heures de France 2 dimanche. Après avoir taclé Hollande qui avait

promis de revenir à la retraite à 60 ans et qui ne l'a pas fait, qui s'était dit l'ennemi de la finance et prend un banquier comme ministre, il a déroulé les mêmes refrains que ce qu'on entend tous les jours : « nos entreprises » qui paient « trop d'impôts », qui doivent « gagner des parts de marché », trop de dépenses publiques, « refonder le modèle français ». Interrogé sur le Front national et Marine Le Pen, il a répondu que c'est « l'isolement », et rien d'autre... Bien au contraire puisque il a agité l'épouvantail d'une « Afrique » bientôt à « 2 milliards d'habitants et à 12 kilomètres de l'Europe ». Il se propose comme le FN d'en finir avec « Schengen » (pas l'Europe forteresse mais la libre circulation des êtres humains à l'intérieur de l'espace Schengen...). Le « mariage pour tous ? » Le gouvernement a « humilié les familles ».

En somme, l'alternative que prétend incarner Sarkozy face au PS et face au FN, c'est la politique de ce dernier, sans la démagogie anti-européenne. Le « nouveau » Sarkozy, c'est donc le même que l'ancien, encore plus adapté à la montée des idées réactionnaires. Deux Français sur trois, indiquent les sondages, ne veulent pas de son retour au pouvoir. Ils n'ont pas oublié son arrogance, son mépris d'ami des grosses fortunes qui fréquentent le Fouquet's, sa politique réactionnaire et xénophobe.

Et le fait que Hollande soit lui aussi un « président des riches » ne change rien à l'affaire...
Galie Trépère

AFRIQUE DE L'OUEST Ebola, une maladie sur le terreau de la misère

L'épidémie d'Ebola révèle de manière dramatique l'extrême faiblesse des services de santé des pays touchés, conséquence des politiques ultralibérales imposées par l'Occident, qui ont mis en pièce les services publics.

La maladie virale Ebola a été identifiée en 1976 en Afrique centrale, au Congo Kinshasa. Touchant une population rurale et pauvre, cette maladie n'a jamais fait l'objet de recherches permettant de trouver un vaccin ou un médicament efficace. C'est le cas de ces maladies particulièrement meurtrières qui sévissent dans les pays pauvres, jugées non rentables par les trusts pharmaceutiques en l'absence d'une demande solvable, comme par exemple le paludisme qui reste la première cause de mortalité infantile en Afrique.

Contagions sur fond de pauvreté

Ebola est hautement contagieux, car tous les fluides corporels, des personnes mais aussi des animaux infectés, sont vecteurs de contamination. Ainsi, les rites funéraires, où les contacts physiques avec le défunt sont partagés par la famille et les amis, sont des risques potentiels. Le réservoir vivant du virus, ce sont les chauves-souris qui pourraient le transmettre à d'autres espèces animales. L'interdiction de la chasse et de la consommation de viande de brousse pour éviter la contagion est pour le moment peu suivie, car, pour beaucoup de familles paysannes pauvres, c'est la seule source de protéines. Et par la promiscuité dans les logements et les transports, les villes restent des terrains de propagation d'Ebola. Mais surtout, l'épidémie est favorisée



À Monrovia mise en quarantaine... assurée par les forces de l'ordre. DR

par l'état des infrastructures sanitaires et hospitalières des pays qui sont les plus touchés, le Liberia et la Sierra Leone, deux pays anglophones qui ont connu des années de guerres civiles. Quant à la Guinée Conakry, fortement touchée elle aussi par la maladie, elle est un des pays les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest. À cela s'ajoutent les difficultés d'acheminement des malades des villages reculés. Faire face à l'épidémie, ce serait aussi disposer d'un personnel soignant qui manque cruellement dans ces pays. Les médecins préfèrent s'exiler vers les pays occidentaux, rejoindre les «PADHUE» (Praticiens à diplôme étranger hors Union européenne) qui font tourner les services d'urgence des hôpitaux occidentaux pour des coûts salariaux très faibles.

La mortalité pourrait être réduite par une identification précoce de la maladie, le traitement sur les symptômes, comme l'hydratation en continu, les vitamines, mais aussi les soins pour d'autres maladies contractées. Cela nécessite moyens matériels et humains que ces pays n'ont pas.

Respecter les populations

Devant cette épidémie, les populations sont désemparées d'autant que les réponses des gouvernements sont à leur image, bureaucratique et autoritaire. Ainsi, le confinement de trois jours imposé par le gouvernement de Sierra Leone pour tous les habitants de la capitale a eu des effets néfastes pour les populations pauvres, qui n'ont pas la possibilité d'acheter des denrées d'avance pour

cette période. Les nombreux travailleurs journaliers ont été touchés. À West Point dans un bidonville de Monrovia, la capitale du Liberia, les soldats lourdement armés ont encerclé avec des barbelés les 75000 personnes, sous prétexte de mise en quarantaine.

Ces mesures coercitives sont à bannir car elles brisent la confiance qui doit s'installer entre population et personnel soignant, afin de définir ensemble la façon dont la maladie doit être combattue.

De plus, les fermetures de frontières, outre leur efficacité relative, perturbent gravement le ravitaillement des populations des pays touchés. Il est plus efficace que les frontières restent ouvertes, ouverture accompagnée d'un contrôle sanitaire permettant le dépistage de la maladie.

À court terme, la mise en place d'un vaccin n'est pas prévue, même si les premiers essais semblent prometteurs. Là aussi, la mise en place d'une vaccination massive des populations exige une logistique et un personnel formés en nombre suffisant.

Les politiques d'ajustement structurels, l'obligation de remboursement des dettes, les politiques ultralibérales imposées à ces pays, comme le fait l'Europe avec les Accords de partenariat économique (APE), affaiblissent et parfois détruisent les services publics. Les pays sont alors incapables de faire face à des épidémies, des catastrophes naturelles, ou à des attaques de milices, religieuses ou non.

Paul Martial

Le monde en bref



Écosse Une campagne qui laissera des traces.

Finalement c'est le Non à l'indépendance qui l'a emporté apparemment assez facilement (55% contre 45%). Pourtant, l'«Establishment» britannique a eu chaud. En mars, le Non était largement gagnant, et selon un député travailliste de Glasgow, tout ce qui restait à faire, c'était d'«achever les blessés à coup de baïonnettes»... À quelques semaines du vote, avec le Oui à égalité, voire en tête, dans les sondages, panique à bord! À l'arrivée, ce sont des promesses de dernière minute pour une plus grande autonomie et surtout une immense campagne de propagande, annonçant une catastrophe en cas de victoire du Oui, qui ont retourné la situation. Nous ne reviendrons pas ici sur tous les enjeux de ce référendum (voir l'article dans le n°256) mais un chiffre en dit long, celui de la participation: 85%. Comparé au 64% et 50% pour les deux élections précédentes, cette participation record, venant après le chiffre d'inscriptions sur les listes électorales (97%), confirme à quel point cette campagne a capté toute l'Écosse, et en particulier l'Écosse populaire.

Les résultats montrent d'ailleurs que ce sont dans les villes les plus ouvrières, les plus pauvres et traditionnellement de gauche, comme Glasgow et Dundee, qu'on a voté majoritairement pour le Oui, et dans les villes les plus riches, comme Édimbourg, pour le Non.

Les préoccupations qui ont été exprimées pendant la campagne au sujet de la pauvreté, la justice sociale, la santé ou la guerre, portées en partie par le Parti national écossais (SNP), mais surtout par des militantEs de la Radical Independence Campaign et des groupes qui ont émergé, comme les «Femmes» ou les «Asiatiques écossais pour l'indépendance», ne sont pas prêtes de disparaître. Cameron à Londres ou le SNP à la tête d'un Parlement écossais aux pouvoirs renforcés risquent de trouver en face d'eux une population plus politisée et plus exigeante que jamais.

Ukraine Libre échange, armes et négociation.

Le 16 septembre, le Parlement européen a ratifié l'accord d'association entre l'Union européenne et Kiev, qui devra entrer en vigueur en 2015, après avoir assisté sur un écran géant au vote de leurs homologues de Kiev du même texte. Une «première» d'une portée «historique» selon Martin Schulz. C'est le refus de l'ex-président Viktor Ianoukovitch de signer ce texte qui avait déclenché le mouvement de contestation qui allait aboutir à sa chute en février. L'accord de libre-échange lui-même ne sera pas appliqué avant le 31 décembre 2015. Le texte garantit davantage d'autonomie aux régions séparatistes prorusses de Donetsk et de Louhansk et des élections le dimanche 7 décembre à plusieurs échelons locaux dans certains districts de ces régions. Il leur concède un «statut spécial» avec la mise en place pour trois ans d'un gouvernement autonome provisoire qui prendra ses fonctions dès l'adoption de la loi, ainsi qu'une amnistie pour des «participants aux événements de Donetsk et de Louhansk».

Au même moment, en visite à Washington, Porochenko a exhorté les pays occidentaux à «ne pas laisser l'Ukraine seule». Une Ukraine qui a besoin d'«une armée forte». «On ne peut gagner une guerre avec des couvertures»... La Maison blanche a débloqué 46 millions de dollars d'aide pour l'équipement et la formation des forces de sécurité ukrainiennes, tout en excluant pour le moment l'envoi d'armes. Une politique qui prend le risque de surenchères militaires, même si, aujourd'hui Obama et Poutine ont besoin de s'entendre pour tenter de trouver une issue au Moyen-Orient.

GRÈCE Syriza: demandez le programme...

Le gouvernement Pasok-droite devient fébrile: il vient d'empêcher la diffusion par «sa» télé du discours de Tsipras, dirigeant de Syriza, lors de la foire internationale de Salonique. Censure critiquée au sein même du pouvoir. Cela n'empêche pas les sondages de placer Syriza en tête, et cela alors que des législatives semblent difficiles à éviter du fait que l'actuel Parlement ne pourra pas désigner un nouveau président de la république qui fasse consensus...

Du coup, le discours programmatique de Syriza était très attendu: la crise actuelle, c'est aussi cette situation où face à un gouvernement rejeté, Syriza n'arrive pas à créer une vague de fond basée sur la confiance. La direction a annoncé la couleur: «le programme annoncé n'est pas ce que veut Syriza, mais ce qu'il est possible de faire»... Différentes mesures répondent certes à l'urgence: 250 millions pour nourrir 300 000 familles dans le dénuement; 543 millions pour augmenter peu à peu les retraites, avec un 13^e mois rétabli pour 1,26 million de retraités pauvres; 54 millions pour un programme de logements à 3 euros le m², pour les sans abris... Il faudrait recenser en détail ces mesures. Mais ce qui bloque, c'est l'encadrement financier de ces mesures, dont un effet est d'ailleurs de limiter la hausse du SMIC, qui passerait de 586 à 751 euros, loin des besoins minimum!

Rompre ou négocier?

C'est la position sur la dette qui illustre le mieux l'impasse: plus question de dette illégitime ou odieuse, la question de la dette

relève désormais de la négociation pour obtenir la suppression d'une grande partie de celle-ci, ce que demandent d'ailleurs bien des économistes bourgeois, et paiement du reste avec une clause de développement. Cela sans oublier une conférence européenne pour définir un new deal, la référence avancée étant celle de l'Allemagne en 1953... Dans le même temps, le groupe économique de Syriza souligne qu'il discute désormais sans problème avec les technocrates européens. Sauf qu'en 1953, le capitalisme a voulu promouvoir l'Allemagne de l'Ouest, et que les crises financières ont depuis pris une autre forme, avec des requins qui comptent sur la dette pour prospérer.

Par ailleurs, pour financer des mesures que, pour certaines d'entre elles, nous pourrions soutenir, Tsipras renvoie à la perspective d'impôts sur la richesse, mais surtout s'appuie sur la conviction qu'avec ces mesures, la croissance va repartir et donc pourra financer ces mesures...

On a récemment lu dans le journal *le Monde* que la présidente de la région



Dourou et Tsipras: la lutte oui, mais contre quoi? DR

d'Athènes, membre de Syriza, tenait un discours pragmatique «assez éloigné des envolées anti-memorandums du chef de file de Syriza». En fait, Rena Dourou est tout à fait sur la même longueur d'onde que Tsipras, dont le discours de Salonique reflète la tendance dominante: ne pas s'appuyer sur les luttes (il y a un an et demi, Syriza avait déjà trahi la grève socialement explosive des enseignantEs), mais rechercher une image de responsable pouvant gérer les institutions. À ce titre, la

visite chez le pape qui a eu lieu cette semaine n'est pas anecdotique, mais le signe d'un alignement au sein des institutions bourgeoises. Cela avec l'accord de toutes les sensibilités... Seul un économiste de Syriza, Lapavistas, a noté que Tsipras a voulu, à Salonique, concilier l'inconciliable, le chef de file de la gauche de Syriza, Lafazanis, applaudissant lui les propos de Tsipras!

Il y a urgence de renforcer la gauche anticapitaliste en dehors de Syriza. D'Athènes, A. Sartzekis

IL Y A 150 ANS, LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

«Sauvons-nous par la solidarité!»

Dossier réalisé par la commission nationale formation du NPA

Le 28 septembre 1864, l'Association internationale des travailleurs (AIT)...

La Première Internationale fut proclamée lors d'un meeting tenu à Londres en solidarité avec les insurgés en Pologne. Le meeting était situé dans la continuité d'une série d'initiatives visant à renforcer les liens entre ouvriers de tous les pays. Les syndicalistes anglais, en particulier, avaient été plusieurs fois confrontés au recours à des ouvriers continentaux pour briser les grèves qui les opposaient aux patrons anglais. Empiriquement, ils en avaient déduit la nécessité de se doter d'un regroupement international permettant de battre en brèche cette mise en concurrence à l'échelle internationale.

La réunion regroupa donc des militants ouvriers italiens et français, des syndicalistes anglais, des communistes allemands (dont Marx), des socialistes italiens, etc. Le mutuelliste français Tolain défendit le projet d'une nouvelle association présentée par les Anglais au cri de «Sauvons-nous par la solidarité!». Ce projet fut adopté par acclamation et doté d'un Conseil général regroupant les principaux initiateurs du projet. Inutile d'insister sur l'extrême hétérogénéité des positions défendues par ces divers militants. Le principal clivage se situait entre collectivistes, partisans de l'appropriation collective des moyens

de production, et mutuellistes, surtout influencés par Proudhon, et partisans d'un système coopératif.

En tout cas, ces militants réussirent à dépasser leurs divergences pour fonder l'AIT, définie dans ses statuts comme «un point central de communication et de coopération entre les ouvriers de différents pays». Fait décisif, son adresse inaugurale affirmait l'objectif de «conquête du pouvoir politique», «devenue le premier devoir de la classe ouvrière», pour en finir avec le salariat, l'exploitation capitaliste.

Pascal Morsu

Qui était membre de l'Internationale?

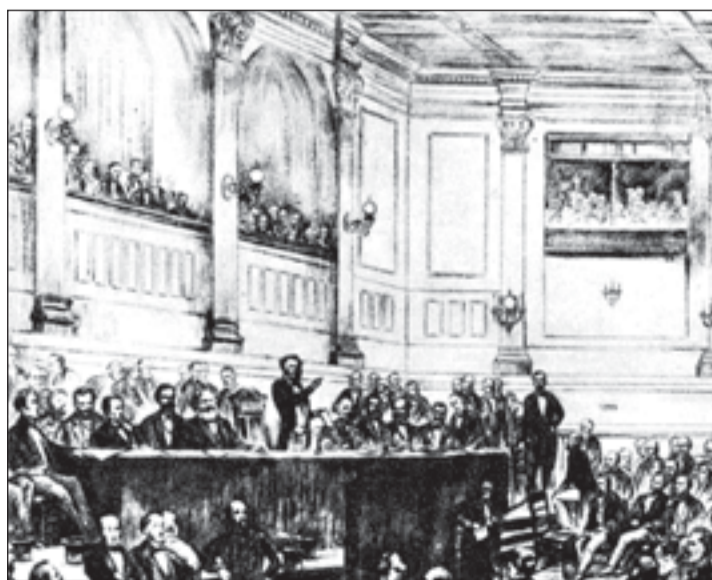
Au troisième quart du 19^e siècle, les rapports capitalistes se répandent en Europe, mais le prolétariat, dont femmes et enfants constituent près de la moitié, est très hétérogène : paysans travaillant selon la saison ou les besoins à la mine, la manufacture ou à domicile ; artisans passant au gré de la conjoncture du statut d'employeur à celui de salarié ; tisserand ou mineur salariant leurs aides... Les conditions de travail sont très dures, et la précarité fait planer le spectre de la misère.

Au début des années 1860, les lois encadrant les associations se font plus souples. Le mouvement ouvrier commence à se structurer. Malgré la répression, les vieilles corporations ont donné naissance au syndicalisme anglais, au mutuellisme français ou belge. Partageant une même volonté d'émancipation, militants ouvriers, socialistes, intellectuels se rencontrent en exil, à Bruxelles, à Londres ou en prison. Première puissance commerciale, la Grande-Bretagne, l'atelier du monde, devient majoritairement urbaine au milieu du siècle. À l'instar des mécaniciens ou des charpentiers, les trade-unions se fédèrent, organisent des ouvriers qualifiés, gèrent leurs caisses de secours, négocient avec le patronat et utilisent l'arme de la grève. En 1860, suite à une longue grève du bâtiment, se constitue le London Trade Council qui organise la solidarité internationale et défend la journée de 9 heures. Dans ce qui va devenir

l'Allemagne, le parti créé par Ferdinand Lassalle défend un corporatisme appuyé sur l'État et une unification sous l'égide de la Prusse. August Bebel, ouvrier devenu journaliste, et Wilhelm Liebknecht, ancien de 1848 et de la Ligue des communistes, fondent, avec le réseau monté par Johann Philipp Becker, réfugié à Genève après 1848, l'Union des associations ouvrières allemandes, qui adopte les thèses de l'AIT en 1867.

Une solidarité effective

La France est un pays encore majoritairement rural. L'industrie est liée à la campagne, les fabriques s'alimentent souvent en travail dans la campagne environnante. C'est après la Commune de 1871 que les ouvriers d'industrie se mettent en lutte, se dégageant de la tutelle patronale et paternaliste. À l'instar de Varlin, les militants, influencés par les écrits de Proudhon ou de Charles Fourier, prônent l'association comme principe d'émancipation.



Les internationaux montent une section qui, sans être légale, sera tolérée jusqu'en 1868. Outre l'agitation et le travail de conviction, ils défendent la solidarité et diffusent dans la presse les avis à ne pas jouer les briseurs de grève et de collecte. Ainsi, les ouvriers bronziers de

la capitale avaient leur Société de crédit mutuel et de solidarité, qui cache une assurance chômage et passe de 3 000 à 6 000 adhérents de 1865 à 1867. Son bureau est entièrement composé d'internationaux. En 1867, leurs patrons organisent un lock-out, refusant de réintégrer les ouvriers

adhérents. La grève est décidée et le bureau parisien organise la solidarité, envoyant même une délégation à Londres qui revient avec un don des trade-unions. Victorieuse, cette grève est la première d'une série que soutiendra l'AIT.

En 1868, en Belgique, l'armée tire sur des grévistes de Charleroi. L'AIT organise des collectes et prend en charge les familles des tués, blessés et prisonniers ainsi que leur défense, ils seront acquittés. Les militants bruxellois animent plusieurs meetings chaque dimanche impulsant des sociétés de résistance et la solidarité.

La même année à Genève, la grève des ouvriers du bâtiment pour une réduction du temps de travail fait plier les patrons, et ici aussi, l'appui des militants locaux et de l'Internationale aura été décisif. Cette solidarité effective, dans une période de montée des luttes, vaudra à l'AIT et à ses sections reconnaissance et ralliement de nombreuses associations ouvrières. Laurent Braussaud



En 1857, Varlin a 18 ans et participe à la création sous égide patronale de la Société de secours mutuels des relieurs. Il devient contremaître et suit divers cours où il côtoie de futurs fondateurs de l'Internationale comme Tolain, Theisz ou Limousin.

En 1864, il dirige une grève des relieurs de trois semaines revendiquant les 10 heures (au lieu de 12), l'augmentation des heures supplémentaires et l'abolition du travail de nuit. Cette grève est victorieuse mais ses acquis sont vite rognés par les employeurs, et en 1865 une nouvelle grève sera défaite. Varlin et ses camarades sont débauchés et exclus de la Société de secours. Il adhère alors au Crédit au travail qui regroupe jusqu'à quelques milliers d'adhérents de toutes professions dont de nombreux internationaux et participe à la création de la Société d'épargne et de crédit mutuels des relieurs de Paris qui couvre une caisse de grève, de la Caisse du Sou interprofessionnelle, et de coopératives dont une cantine. Début 1865, il intègre l'AIT, et fait adhérer à celle-ci les organisations où il s'investit. Au congrès de Genève, il défend le principe d'une éducation socialisée et l'amélioration des conditions de travail des femmes, contre la délégation française hostile à leur présence dans l'atelier mais favorable à une éducation familiale...

Il anime la commission ouvrière issue de la délégation à l'Exposition



Pour tous les collectivistes, c'est la richesse. Qui va gérer ces biens collectifs «marxistes», c'est

Les proudhoniens marginalisés, apparaissent deux autres courants. Organisé sur le schéma des sociétés secrètes strictement délimitées, le courant blanquiste rejoint l'AIT en y défendant une perspective clairement politique. Pour réaliser l'émancipation des travailleurs, la bourgeoisie doit être débarrassée de son privilège politique au moyen duquel elle maintient tous les autres, et le prolétariat dans une période de dictature révolutionnaire utilise les mêmes armes, fait table rase de ces privilèges, avant que la dictature du prolétariat cesse comme étant sans objet. Le second courant est organisé par Bakounine, militant anti-autoritaire impliqué dans toutes les luttes sociales et politiques européennes. Pour entraîner «la grande masse populaire souffrante, travaillante, ignorante, résignée par la tradition et la nécessité», il prône la constitution d'une direction diffuse

GÈNE VARLIN L'ouvrier relieur autodidacte



MARX/PROUDHON Collectivistes contre mutuellistes

Si l'on peut dire aujourd'hui que les débats de d'AIT¹ opposaient les marxistes aux anarchistes, à l'époque, ils ne sont pas vécus comme cela. Marx est très peu connu en dehors de l'Allemagne, le courant anarchiste se constituera après. S'affrontent dans les premières années les courants, organisations, militants qui défendent des solutions collectives, les collectivistes, à ceux qui prônent le développement de sociétés coopératives, les mutuellistes.

Dans l'adresse inaugurale largement écrite par Marx, la place du mouvement coopératif, des manufactures « créées par l'initiative isolée de quelques bras entreprenants » est abordée assez précisément. « La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré dans les faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés (...). En même temps (...) si excellent qu'il fût en principe, si utile qu'il se montât dans l'application, le travail coopératif, limité étroitement aux efforts accidentels et particuliers des ouvriers, ne pourra jamais arrêter le développement, en proportion géométrique, du monopole, ni affranchir les masses, ni même alléger un tant soit peu le fardeau de leurs misères. (...) La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière ».

Il faudra quatre années de débats

pour que cette conception soit majoritaire contre les militants français influencés par Proudhon qui défendaient le projet mutuelliste. Proudhon ne sera jamais membre de l'Internationale (il meurt en 1865), et n'a jamais été membre d'aucune organisation ni action collective. Pour lui, l'amélioration de la situation des ouvriers ne vient pas de la grève, de la lutte économique, encore moins de la lutte politique, de l'action révolutionnaire, mais de la transformation des ouvriers en propriétaires, en producteurs indépendants, liés par un contrat social, le mutuellisme. Ces thèses séduisaient les ouvriers qualifiés qui y voient la possibilité d'exercer concrètement leur autonomie, sans se vendre à un patron, en coopérant de manière autonome par métiers.

Émancipation sociale, émancipation politique...

Mais le poids des syndicalistes anglais et la multiplication des grèves en Europe dans les années 1867-1868 change la situation. À partir de 1868 le point de vue des collectivistes prédomine, qui affirme que les coopératives ne sont pas le moyen de changer la



société, mais la préfiguration du socialisme, qui adopte le principe de la collectivisation des mines, chemins de fer, canaux, voies télégraphiques et forêts. En parallèle se mène la discussion sur l'importance de la grève, l'entraide internationale et le rôle des syndicats. Les proudhoniens, comme Proudhon lui-même, s'élèvent contre les grèves, le seul salut étant dans la coopération. Là aussi, c'est en 1868

qu'est reconnue la légitimité et la nécessité de la grève, y compris avec son cortège de violences, et l'importance de l'organisation de syndicats.

Le texte répond à la fois aux proudhoniens et aux syndicalistes purs : « Les syndicats ont été et sont encore des centres d'organisation pour la classe ouvrière. S'ils sont nécessaires pour la guerre de partisans entre le capital et le travail, ils sont encore plus importants comme facteur d'organisation pour la suppression du régime salarial lui-même. Par malheur, les syndicats ne sont pas encore complètement rendus compte de cette tâche. (...) C'est pourquoi ils se sont tenus et se tiennent encore trop à l'écart des mouvements généraux et politiques ».

Ces débats se concrétisent par l'adoption d'une résolution déclarant que « l'émancipation sociale des travailleurs est inséparable de leur émancipation politique » et que « l'établissement des libertés politiques est une mesure première d'une absolue nécessité ».

Patrick Le Moal

1 – Entre 1864 et 1872, l'AIT tient chaque année une conférence ou un congrès, durant plusieurs jours.

universelle de 1867. Élu par les métiers parisiens, cette commission s'impose comme porte-parole des revendications ouvrières et impulse la création de nouveaux syndicats, de chambres fédérales et, à Paris, de sections locales.

En 1868, le Bureau parisien de l'AIT est condamné à 3 mois de prison. Lors du procès, Varlin déclare : « Si, devant la loi, nous sommes, vous des juges et nous des accusés, devant les principes nous sommes deux

partis : vous le parti de l'ordre, et nous le parti des réformateurs, le parti socialiste. Mettez le doigt sur l'époque actuelle, et vous y verrez une haine sourde entre la classe qui veut conserver et celle qui veut conquérir ».¹

Acteur majeur de la Commune, il sera fusillé lors de la Semaine sanglante.

L.B.

1 – Cité par Jacques Droz dans *L'Internationale Ouvrière de 1864 à 1920*.

LOUIS-AUGUSTE BLANQUI Profession « prolétaire »



Louis-Auguste Blanqui comprend dès 1830 que les bourgeois radicaux ne prennent la tête des révolutions que pour en réprimer les aspirations populaires. En 1848, il anime clubs et mobilisations, et devient l'ennemi intime de la réaction. Dans la clandestinité, il organise des sociétés secrètes comme la Société des saisons, prêtes à soutenir l'insurrection et lui assurer une direction populaire, la dictature du prolétariat.

Dans les années 1860, il influence de jeunes intellectuels radicaux comme Lafargue, Vaillant ou Clemenceau. Ils se diviseront sur l'adhésion à l'Internationale. Opposé à Proudhon jugé chauvin, Blanqui n'y voit que « parlote entre confrères et compères ».

Il est emprisonné à la veille de la Commune, et Thiers refuse de l'échanger contre des otages. Blanqui passa 35 ans en prison... **L.B.**

MARX/BAKOUNINE Quel rôle pour l'État, quel parti?

C'est par l'action collective, la lutte économique et politique, qu'il faut collectiviser les moyens collectivisés ? Le débat va vite devenir intense, entre les anti-étatiques et les de même que sur la question des formes de l'organisation politique.

constituée d'une « infime minorité d'hommes intelligents, sincères, passionnément dévoués à la cause de l'humanité, se dévouant à elle jusqu'à la mort »¹. L'affrontement entre ce dernier courant et Marx va dominer les derniers congrès de l'Internationale.

Comment conquérir le pouvoir politique ?

Marx combat les méthodes des partisans de Bakounine qui « prétendent représenter le courant le plus avancé, le plus extrême ». Pour Marx, la notion de parti est associée au mouvement réel du prolétariat, et la lutte politique, loin de se cantonner à la forme politique du jeu parlementaire, est la lutte pour des droits sociaux, comme la revendication de la journée de 8 heures. Le prolétariat ne peut agir comme classe « qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes », et cette constitution est indispensable

pour assurer le triomphe de la révolution, l'abolition des classes. Avec la question de la « dictature du prolétariat », de nouvelles divergences vont apparaître. Marx avait écrit dans le *Manifeste communiste* en 1848 que le prolétariat devait pour s'émanciper se constituer en « classe dominante ». Dans cette approche, l'État sert d'instrument conduisant à la disparition des classes. L'expérience de la Commune l'amène à préciser ce point. Il constate que la Commune de Paris de 1871 ne se contenta pas de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte, mais avait mis en place une forme politique d'État spécifique, fondée sur l'organisation des producteurs et la démocratie de masse. C'est alors qu'apparaît le concept de dictature du prolétariat.

Cette question de la stratégie de prise du pouvoir et du devenir de l'État va diviser l'AIT. Si les deux positions veulent la destruction de la société bourgeoise et la

révolution sociale, elles sont en désaccord sur les moyens pour arriver à ce but. Bakounine propose la destruction de l'État dans le processus révolutionnaire. Marx défend la mise en place de la « dictature révolutionnaire du prolétariat », « forme politique enfin découverte sous laquelle l'émancipation économique du travail pouvait être réalisée ». Du coup, la conquête du pouvoir politique est le grand devoir du prolétariat. Cette notion de « dictature du prolétariat » est évidemment bien éloignée de celle qui est comprise depuis la catastrophe stalinienne et les dictatures bureaucratiques s'en réclamant...

Conception du parti et moyens de la révolution... Les divergences sont telles que l'AIT disparaîtra en 1872.

P.L.M.

1 – Cité par Mathieu Léonard dans *L'émancipation des travailleurs – une histoire de la Première Internationale, la Fabrique, 2011, p. 131.*

Vive l'Internationale!

« Ce qui fait l'originalité de l'Internationale, c'est qu'elle a été créée par les travailleurs eux-mêmes. Avant la fondation de l'Internationale, toutes les diverses organisations étaient des sociétés fondées pour les classes ouvrières par quelques radicaux issus des classes dominantes. En revanche, l'Internationale a été créée par les travailleurs eux-mêmes » (Marx).

Sans organisation, la classe ouvrière est un matériel brut, matière première de l'exploitation capitaliste – une classe « en soi ». C'est son organisation qui lui permet de devenir sujet actif de la lutte de classe, classe « pour soi ». En ce sens, le rôle de l'AIT, véritable accoucheuse du mouvement ouvrier moderne, a été décisif. Ce processus ne put se faire que grâce à un travail de clarification idéologique patient, qui aboutit à assurer aux collectivistes, partisans de l'appropriation collective des moyens de production, la suprématie au sein du mouvement. Avant l'AIT, des questions aujourd'hui évidentes, comme le rôle des grèves (combattues par Proudhon ou Owen), ou la nécessité de l'action politique indépendante des travailleurs, n'avaient rien d'évident. Mais il ne s'agit pas que d'idées. En 1871 eut lieu cet événement inouï que fut la prise du pouvoir par la population ouvrière de Paris. Indiscutablement, la Commune, premier gouvernement

ouvrier de l'histoire, était « intellectuellement » fille de l'Internationale comme l'écrivit Engels. Il suffit d'appréhender le nombre d'internationaux qui participèrent à sa direction pour le mesurer. Nécessairement hétérogène (l'AIT n'était évidemment pas « marxiste »), donc fragile, l'Internationale ne survécut pas à la Commune. Mais dès 1871, elle put lancer un appel à constituer des partis indépendants pour les ouvriers. Cet appel ne resta pas lettre morte. Partout dans le monde, se constituèrent alors des partis ouvriers, permettant à la classe exploitée d'exister sur le terrain politique. Et la Deuxième Internationale (socialiste), constituée en 1889, reprit le travail là où l'avait laissé l'AIT. Célébrer l'AIT, c'est célébrer un mouvement qu'elle inaugura et qui lui survit jusqu'à nos jours : le mouvement ouvrier, celui de la résistance séculaire des travailleurs à l'exploitation capitaliste, pour une société sans classes. **P.M.**

Pour aller plus loin

Lisez le dossier de la revue n°57 (septembre 2014)

SANTÉ

Contre «l'Hôstérité», mobilisation réussie

Près de 2000 agents des services hospitaliers ont manifesté ce mardi 23 septembre devant le ministère de la Santé, à l'appel de la Convergence des Hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité, avec des délégations venues de toute la France, de plus de 80 services hospitaliers.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Sur la volonté de dizaines d'équipes militantes, de Lille, Toulouse, Bordeaux, Sarlat, Tours, Rouen et d'ailleurs... Leur acharnement a permis de rassembler au-delà du strict secteur hospitalier, des salariéEs de services sociaux, le planning familial, la Cadac et les organisations d'usagers engagées. Et bien au-delà puisque des délégations de cheminotEs, de précaires et intermittentEs, sont venus saluer la mobilisation et souligner l'évidente convergence des ripostes contre le gouvernement.

Les difficultés viennent plutôt de l'attitude des directions syndicales. Rien à attendre de la CFDT et autres syndicats qui soutiennent le gouvernement. C'est l'engagement de la fédération et des nombreuses équipes de SUD Santé Sociaux qui a donné la coloration combative au rassemblement, en opposition avec la CGT où le refus persistant de la direction fédérale de soutenir le mouvement a empêché les équipes militantes de s'engager pleinement, au-delà de celles qui sont au cœur des luttes les plus avancées. Le PG, le PCF et le NPA ont apporté leur soutien.

S'ancrer dans la durée

Côté gouvernement, la délégation reçue s'est vue opposer les futurs plans d'austérité et des négociations établissement par établissement, alors que les directeurs mettent en œuvre des politiques transformant les patients en clients, pour rendre «rentable» la santé aux dépens des plus démunis. Et comme toujours avec ce gouvernement, la répression est engagée à Caen ou à Villejuif pour tenter d'intimider les grévistes.

Cette belle journée s'est prolongée par une assemblée générale de 300 militantEs bien décidés à ancrer la mobilisation dans la durée. La construction de convergences régionales, d'actions hebdomadaires tournées vers les directions locales, ont été largement approuvées pour aller vers une participation autonome à la journée du 16 octobre et surtout pour préparer une grande initiative de toute la santé pour s'opposer au projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Une journée qui donne confiance, tout en soulignant la nécessaire prise en main par les salariéEs de leur lutte. **Robert Pelletier**

Cette convergence exemplaire repose d'abord sur les structures en lutte, tel l'EPSM de Caen ou l'hôpital psychiatrique Paul-Guiraud de Villejuif, mais aussi

Derrière les annonces, l'injustice fiscale

IMPÔTS

À la surprise générale, Valls, au lendemain de son discours de politique générale, a annoncé la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Mais cette annonce accentue l'incompréhension d'un système injuste nullement remis en cause...

Pour retrouver un peu de popularité, Manuel Valls a donc annoncé sur l'antenne de France Inter, la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu. Une mesure, selon lui, nécessaire «pour redonner du pouvoir d'achat à nos compatriotes». Il s'attendait sans doute à ce que cette annonce soit reçue avec enthousiasme, mais les réactions ont été plutôt froides, perçue surtout, y compris dans sa propre majorité, comme une annonce politique très improvisée.

Cette première tranche de l'impôt sur le revenu de 5,5% concerne la part fiscale des revenus compris entre 6011 et 11991 euros, et les ménages ne devraient donc plus être taxés sur la partie des revenus comprise dans cette première tranche. Le gouvernement veut réserver son nouvel allègement aux ménages ayant jusqu'à 26 764 euros de part fiscale.

De nouveaux mécanismes vont donc être mis en place pour redéfinir les tranches fiscales. Ainsi, le gouvernement va par exemple abaisser le seuil d'entrée dans la tranche imposée à 14%, de façon à éviter que trop de ménages échappent à l'impôt... Selon Bercy, cette nouvelle réforme devrait bénéficier directement à 3 millions de foyers fiscaux qui devraient sortir de l'impôt sur le revenu et 6 autres millions devraient voir une diminution de leur impôt.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

Transfert de fonds...

Pour justifier cette annonce, Manuel Valls a prétexté un «haut le cœur fiscal», surfant ainsi sur l'idée familière et populiste du soi-disant «trop d'impôt» et du «ras-le-bol fiscal», refrains repris régulièrement par la droite et le patronat. Pourtant les exemples de fraude fiscale ne cessent de se multiplier, y compris chez les éluEs...

Sur le fond, cette annonce ne remet évidemment pas en cause les politiques fiscales antisociales mises en place par la droite et accentuées depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, celles où l'on préfère taxer les ménages plutôt que les entreprises : gel du barème, suppression de la demi-part veuvage, réduction du quotient familial, fiscalisation des heures supplémentaires... faisant ainsi entrer dans l'impôt des millions de foyers fiscaux alors qu'ils en étaient jusque-là exonérés.

Ces mesures ont eu pour effet d'aggraver les difficultés du

plus grand nombre, qui sont de plus en plus à demander aux centres des finances publiques des demandes gracieuses et des délais de paiement. Dans le même temps, les niches fiscales pour les plus riches perdurent, les impôts sur les entreprises baissent, et les cadeaux fiscaux au patronat augmentent. Bref, l'injustice fiscale totale...

Nouvelle usine à gaz

Au-delà de l'annonce politique, la suppression de la première tranche rend encore plus difficilement compréhensible le système fiscal. Chocs fiscaux après chocs fiscaux, il est devenu pour une grande majorité complètement illisible et opaque, mais surtout totalement injuste et dégressif. Supprimer la première tranche concentrerait encore plus l'impôt sur les 4 tranches imposables restantes, alors que par le passé, il y a eu jusqu'à 14 tranches d'imposition, assurant une plus grande progressivité. Le résultat de cette nouvelle mesure sera encore une fois celui de rendre l'impôt encore plus inefficace et toujours plus contesté. Au final, cela ne servira donc pas à restaurer de la progressivité.

Mais cette annonce ne serait-elle

pas surtout un nouveau moyen pour nous endormir, pour faire oublier la politique d'austérité du gouvernement ?

Pour une fiscalité anticapitaliste

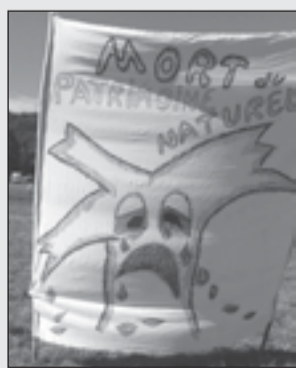
Bien entendu, il faut redonner du «pouvoir d'achat» aux salariéEs mais pour cela, il faudrait en premier lieu augmenter le SMIC, les salaires, les pensions de retraite et les minimas sociaux, il faudrait en finir avec les exonérations de cotisations patronales et les cadeaux fiscaux aux entreprises. Les politiques fiscales des dernières décennies ont renforcé le côté obscur du système actuel, accentuant la dégressivité de l'impôt. La politique du gouvernement Hollande-Valls n'a rien changé à cela, bien au contraire. Une vraie politique anticapitaliste serait de privilégier les impôts directs et la progressivité de l'impôt ; de taxer réellement le capital mais aussi le patrimoine ; de rendre la fiscalité compréhensible par tous et toutes, ce qui est la condition même pour qu'elle puisse donner lieu à un véritable débat démocratique dans lequel les arbitrages politiques soient réellement maîtrisés par tous.

Sandra Demarcq

LE TESTET (81) Sivens, un tournant dans la lutte

Malgré une mobilisation croissante et après trois semaines de bataille acharnée pour empêcher les engins destructeurs de pénétrer sur le site (voir l'Anticapitaliste n°255), le déboisement est terminé.

Ces dernières semaines la lutte s'est intensifiée. Sur le site, des barrages humains, avec des ZADistes qui se sont partiellement enterrés, des opposantEs venus en soutien, de nombreux grimpeurs dans les arbres. À l'extérieur, occupation du conseil général, 3 lycées en grève, venue de Groland, comités de soutien, piratage de sites internet par les Anonymous... La grève de la faim entame sa 4^e semaine et toujours aucun dialogue de la part du conseil général. Des recours juridiques ont été tentés sans succès pour faire stopper les travaux. Toutes les actions de soutien entreprises ces dernières



DR

semaines ont connu de violentes interventions policières. Chaque jour de lutte a vu sont lot de blessés, dont un de nos militants, et d'arrestations : déjà 5 comparutions et 2 condamnations.

À cela se sont ajoutées des agressions et des menaces de la part de pro-barrages. Le passage en force a gagné cette première étape. La zone humide est partiellement détruite, mais peut encore se régénérer.

Perspectives et prochains enjeux

Il s'agit de maintenir l'occupation et la résistance sur le site pour empêcher le décapage des terrains et la construction de la digue, et la pression sur le conseil général et les conseillers généraux pour obtenir le moratoire du projet et un vrai débat public. À plus long terme, le collectif

Testet continue les recours juridiques et va faire appel des derniers rendus de justice. La lutte continue avec une détermination toujours intacte... Au-delà de cette lutte, c'est bien un enjeu de société qui motive les différents opposantEs : le rejet d'un système productiviste destructeur au profit d'une minorité, et la colère face aux mensonges et au mépris de la démocratie élémentaire sur le droit d'expression des populations concernées.

Un appel est lancé pour un grand rassemblement national les 25 et 26 octobre. Venons-y nombreuses et nombreux!

CorrespondantEs

AIR FRANCE

Low-costisation de l'emploi



Assemblée générale de pilotes d'Air France mercredi 17 septembre. DR

FORD BLANQUEFORT (33)

Se faire entendre au Salon de l'auto!

Ford abandonne l'engagement de maintenir 1000 emplois dans l'usine. Pourtant la multinationale reçoit 46 millions d'euros d'aides publiques diverses en grande partie conditionnées à cet engagement. Bizarrement, ce reniement laisse gouvernement, préfet et éluEs de la région sans réaction. Ils prennent même au sérieux les dernières déclarations des dirigeants Ford sur d'éventuelles nouvelles productions pour les prochaines années.

Ce silence, qui signifie complicité, laisse les salariéEs dans le désarroi. L'écoeurement et la lassitude existent bien, le sentiment aussi que Ford se moque de nous. Il y a donc conscience du danger pour l'avenir de nos emplois. Mais voilà, cela ne conduit pas à la colère ni à la combativité. Au contraire, l'ambiance est de plus en plus à la résignation.

C'est dans ce contexte que l'équipe militante CGT essaie de relancer la mobilisation. Depuis juillet, une nouvelle manifestation au Salon de l'auto à Paris le samedi 4 octobre est en préparation. Il s'agit d'essayer encore de changer la donne, de bouger les pouvoirs publics, de mettre la pression sur Ford pour stopper les suppressions d'emplois, pour assurer un avenir au site.

Une bataille indispensable

C'est donc parti pour une nouvelle aventure (après 2008, 2010 et 2012). Cette fois, ce sera en bus car le financement de l'opération s'annonçait dès le départ très compliqué. Nous avons sollicité les mairies, les éluEs locaux, les partis... et quasiment aucune réponse. Le PS semble avoir disparu. Le reste de la gauche n'est pas non plus très présent. C'est un handicap important car jusqu'à présent, nous avions l'appui de maires et d'élus. Il y a plus dur encore avec les structures syndicales qui restent très discrètes. Nous avons bien le soutien financier de l'UD CGT de Gironde, mais aucun retour de la fédération métallurgie qui n'envoie même pas l'information aux militantEs du secteur. Nos demandes d'aides sont ignorées et ne circulent pas. Un vrai boycott...

Par contre la solidarité fonctionne bien au niveau des syndicats d'entreprises et des militantEs de base. Plusieurs unions locales CGT, plusieurs syndicats (et pas seulement CGT) envoient des chèques de soutien. Des liens résultants des dernières luttes, celles des cheminotEs en juin et celles des intermittentEs et précaires cet été, ont permis d'organiser une initiative commune.

Avec le CIP et la CGT Cheminots d'un dépôt, nous avons organisé samedi dernier une soirée débat-concert en soutien à l'action des « Ford » et pour débattre des résistances et des convergences nécessaires. Un chouette

moment, solidaire et fraternel, qui a regroupé 200 personnes et qui a permis de collecter de l'argent.

Nous cherchons le soutien financier mais aussi militant. Nous appelons effectivement largement à venir manifester avec nous sur le stand Ford, parce que la défense des emplois est



Le 29 septembre 2012, 360 salariéEs de Ford en manifestation au Salon de l'auto. PHOTOTHÈQUE ROUGE/MENO

l'affaire de tous les salariéEs, pour construire le « tous ensemble ». Nous verrons au bout du compte ce que nous réussirons. Une chose est sûre : même peu nombreux, même à contre-courant, il reste indispensable de mener cette bataille, c'est vital!

Vincent et Philippe

EPSM DE CAEN (14) « C'est nous qui dirigeons l'établissement »!

Les salariéEs de l'hôpital psychiatrique de Caen s'affrontent à un directeur plus hargneux que jamais.



Ne parvenant pas à réunir dans l'établissement les instances pour faire valider son plan de « modernisation » (suppression de RTT et de 50 postes, etc.), le directeur a convoqué le 9 septembre un Comité technique d'établissement à l'extérieur (CTE), en « terrain ami », à l'Agence régionale de santé (ARS). Hélas, le CTE n'a pas pu se tenir là non plus! Ulcérés par le mépris du directeur, les hospitalierEs se sont mis en grève ce jour là et ont organisé un filtrage des admissions avec piquet de grève. Au fil des jours, le mouvement s'est renforcé. Les AG, où toutes les décisions sont prises, sont massives, et les syndicats CGT et SUD de l'établissement mettent tous leurs moyens dans l'organisation de la grève.

Provocation et réplique

Le 16 septembre, le directeur convoque une nouvelle fois le CTE dans une ARS transformée en bunker, avec un imposant déploiement policier. Mais, écartant un possible affrontement, les grévistes ont décidé de rester dans leur établissement, d'occuper les bureaux de la direction, proclamant sa destitution : « Avant c'était eux, maintenant c'est nous qui dirigeons l'établissement » annoncent les syndicats CGT et SUD. Et Ouest France de titrer : « EPSM de Caen : "Coup d'État" du personnel »! Une infirmière gréviste est désignée directrice des soins, et la nouvelle direction prend plusieurs mesures : RTT remise en place, demande

de postes supplémentaires, de titularisations...

Réplique pitoyable de la direction, l'appel à la justice, avec un référé devant le juge administratif au motif que les admissions seraient bloquées et le bon fonctionnement du service public entravé... Le juge a rendu immédiatement un verdict qui interdit certaines actions sous peine d'amende, mais a débouté le directeur sur sa demande d'interdire aux syndicats d'agir contre son plan, au motif qu'accéder à cette demande reviendrait à priver les syndicats de leurs droits. Au final, un jugement qui n'entame en rien la détermination ni des syndicats soutenant la lutte ni des personnels.

Correspondant

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



En Grèce, les femmes de ménage luttent. DR

En Grèce, 595 femmes de ménage défient gouvernement et troïka!

Depuis maintenant un an, des centaines de femmes de ménage grecques de la fonction publique sont devenues l'incarnation de la résistance à la politique de rigueur imposée par le gouvernement, la Banque centrale européenne, la commission de Bruxelles et le FMI. Rien que ça!

D'abord mises en disponibilité puis licenciées, la stratégie du gouvernement grec est limpide : s'attaquer aux plus faibles, à celles qui étaient le moins susceptibles d'être soutenues, pour ensuite faire passer à la trappe les 25000 fonctionnaires grecs. Au passage, c'est aussi privatiser le travail des femmes de ménage pour en faire cadeau aux entreprises de nettoyage (embauche à 200 euros sans aucun droit du travail, alors que le salaire des licenciées était de 600 euros : il n'y a pas de petits profits...).

Mais voici que ces 595 femmes, qui avaient déjà lutté 10 ans plus tôt pour obtenir des contrats de longue durée décident qu'elles ne se laisseront pas faire. Elles inventent de nouvelles formes de lutte : mur humain devant le Parlement, occupation et blocage de l'accès au ministère, et surtout elles pourchassent les membres de la troïka quand ils veulent entrer! Durement réprimées par les forces anti-émeute, leur combat alerte l'opinion. Leur courage, leur rage de vaincre, redonnent espoir à toutes les victimes de l'austérité. Elles ont gagné en justice mais le ministère refuse d'obtempérer. Ce 22 septembre, un nouveau jugement doit avoir lieu.

« L'arme des peuples »

C'est pourquoi elles en appellent à la solidarité internationale. Leur mot d'ordre : « la solidarité est l'arme des peuples ». En France et dans tout l'Europe, plusieurs rassemblements se sont tenus samedi dernier à l'appel d'associations, de syndicats et de partis politiques... Ainsi, à Toulouse et Grenoble, le NPA en était partie prenante. Plus que jamais d'actualité, c'est cette solidarité qui a par exemple permis aux ouvrières de Latelec en Tunisie de gagner contre la multinationale Latecoère. C'est cette solidarité qui a permis aux femmes de ménage des hôtels parisiens de relever la tête. C'est cette solidarité qui commence à se tisser autour des coiffeuses parisiennes sans-papiers.

En inaugurant de nouvelles formes de lutte, non violentes, pleines d'humour, spectaculaires, les femmes grecques redonnent un air de fraîcheur aux luttes sociales, renouant avec ce qui a fait la force des luttes des femmes, hier, aujourd'hui et demain : la solidarité!

Correspondantes Toulouse et Grenoble

Le transport aérien est un secteur en forte croissance. La prévision pour les années à venir est une croissance d'au moins 5% par an. Un bref recul a bien eu lieu en 2008, et a été une aubaine dans tous les grands groupes du transport aérien. Chez Air France, cela a entraîné le plan Transform 2015 : suppression de plus de 15% des emplois, gel des salaires, augmentation des jours travaillés, hausse de productivité en tout genre...

Le coup de frein momentané dans le secteur a permis à la direction d'Air France d'attaquer les conditions de travail et de rémunération de tous les agents du groupe. Grâce à une communication rodée – Air France est au bord du gouffre – elle a réussi à imposer son plan antisocial sans mobilisation d'ampleur des personnels. Aujourd'hui, les actionnaires se félicitent de la réussite de ce plan d'entreprise qui a permis de dégager 1 milliard d'euros. Mais ce n'est pas suffisant! Alors la direction invente un nouveau concept, la « croissance rentable », et lance un nouveau plan, Perform 2020. Elle reconnaît que le secteur d'activité est en plein essor, mais pas question d'embaucher pour se développer ou de revenir sur la perte des acquis sociaux, bien au contraire. L'objectif est de limiter

la croissance aux activités les plus rentables, et surtout de ne faire que de la croissance externe.

La direction veut donc développer l'activité des filiales et de la sous-traitance, le tout au maximum délocalisé dans des pays au moins-disant social. Air France-KLM annonce ainsi le développement de Transavia, sa filiale low cost. Cela passera par la création de Transavia Europe, avec la mise en place de plusieurs bases européennes où pilotes et hôtesses seront embauchés à des conditions de rémunérations locales, bien plus faibles qu'en France. Évidemment pas d'embauche de personnel au sol, l'ensemble de ces métiers étant sous-traité. C'est vers ce modèle que des lignes aujourd'hui opérées par Air France vont être transférées. Pour les passagers, cela signifie des modes de

transport dégradés dans un monde où tout se « low-costise », à commencer par les salaires.

Solidarité avec la mobilisation des pilotes

Face à ces attaques, les pilotes sont les premiers, pour le moment les seuls, à réagir. Comme pour les cheminots avant eux, les médias de tous bords décrivent une grève de « privilégiés » qui prendraient « les passagers en otage ». Mais il s'agit de travailleurs qui se battent pour conserver leur statut, leurs emplois, et refusent de voir des pans entiers d'activités délocalisés.

Le gouvernement aussi prend position contre les pilotes : il faudrait sauver un fleuron national. Mais l'ancienne compagnie publique Air France, privatisée par un gouvernement socialiste, est aujourd'hui

Air France-KLM, une multinationale qui n'a qu'un seul but : faire des profits pour rémunérer ses actionnaires. Historiquement, le transport aérien rémunère peu le capital, autour de 2%. Ce n'est pas assez pour une entreprise privée dans un monde financiarisé! L'ambition du PDG d'Air France-KLM est d'obtenir 11%... L'ensemble des salariéEs d'Air France-KLM vont subir les conséquences des transferts d'activités prévus. Et les dégradations sociales en son sein se déclinent inévitablement dans les filiales et la sous-traitance. La lutte des pilotes est donc primordiale pour l'ensemble du secteur. Cette lutte est suivie massivement. Il faut maintenant créer les cadres unitaires pour que l'ensemble des personnels du transport aérien la rejoigne, contre Perform 2020 et sur leurs propres revendications.

Correspondants NPA Aérien



Les comités en action !

Châteauroux (36) Contre la criminalisation de la solidarité.

Le conflit en Palestine exige la mobilisation afin d'obtenir la paix et la dénonciation des crimes de guerre commis par l'État d'Israël sur des civils. Notre camarade Alain Pojolat est convoqué le 22 octobre devant la justice, accusé d'avoir bravé l'interdiction de Valls et Cazeneuve de manifester à Paris en solidarité avec le peuple palestinien. Le droit de manifester fait pourtant partie des libertés démocratiques. Élu(e) Front de gauche, Bénédicte Bauret a elle été convoquée par la police pour son appel à boycotter les produits fabriqués dans les colonies israéliennes.

Les deux cas sont liés. Dans quel pays vivons-nous pour être auditionné et peut-être condamné pour le fait d'exprimer un engagement politique de manière pacifique et transparente? En criminalisant les militantEs politiques et les actions de solidarité avec la Palestine, le gouvernement prend de fait partie pour Israël. C'est pour l'ensemble de ces raisons qu'à Châteauroux, le NPA et le Front de gauche (PCF et PG) ont été reçus en délégation à la préfecture. Nous y avons déposé une motion soutenant nos camarades et demandant l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires. Restons solidaires et mobilisés!



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

Les Carrats ne sont pas encore liquidés

Le village vacances Les Carrats a reçu à partir de 2004 l'université d'été de la LCR, puis celle du NPA à partir de 2009. Mis en vente par la Caisse d'allocation familiale du Languedoc-Roussillon (CAF) qui en est le propriétaire, la fédération des œuvres laïques (FAOL), qui y accueillait pour les vacances des familles en difficulté, a dû quitter les lieux. Mais l'histoire n'est pas terminée.

Le village de vacances des Carrats a donc officiellement fermé ses portes le 31 décembre 2013. La CAF n'a pas renouvelé la convention de délégation avec la FAOL qui a licencié la grosse cinquantaine de salariéEs – à l'année ou saisonniers – qui ont vu leur emploi disparaître dans les petits calculs financiers de la CAF. Celle-ci a donc mis en vente les cinq hectares idéalement situés au bord de la mer. Un lieu qui a de quoi susciter les appétits de bien des promoteurs - bétonneurs rêvant de marinas de luxe ou autres... Il faut dire que la CAF n'a pas hésité à faire une croix sur le caractère social du lieu, mettant en vente l'ensemble pour 7,5 millions d'euros « sans condition ni de poursuite de l'activité ni de garantie quant à l'objectif social. » En tout et pour tout une bonne opération immobilière. Sauf que...

«Protéger les Carrats»

Entre 1964 et 1972, l'architecte grec Georges Candilis est le bâtisseur de la station dans le cadre de la Mission Racine. C'est à ce titre qu'il travaille sur les Carrats. Pour cette raison, il y a un an, après l'annonce publique de la mise en vente du site par la CAF, une association locale « le Design s'expose » s'est mobilisée contre le risque de démolition totale du site, désormais en vente au plus offrant. « Il faut protéger les Carrats ! » Exposition sur le travail de l'architecte, articles de presse... l'affaire fait localement du bruit. Conséquence de cette mobilisation, le 23 juillet dernier, le préfet de région a signé un arrêté portant inscription au titre des Monuments historiques du village de vacances. Sont ainsi inscrits les façades et toitures de tous les bâtiments et en totalité certains bungalows, ainsi que le sol des parcelles, y compris les aménagements en bord de plage.

La CAF doit donc, pour l'instant, en finir avec ses rêves de juteuses opérations immobilières. À suivre. **Manu Bichindaritz**

Conseil politique national

MobiliséEs dans cette rentrée

La crise politique à laquelle le pouvoir se trouve confronté en cette rentrée, mais aussi les luttes sociales de l'été et la situation internationale, ont été au cœur des discussions du conseil politique national qui s'est tenu les 20 et 21 septembre.



Aidez le NPA!

Le CPN a lancé une souscription pour faire face aux dépenses courantes et exceptionnelles, mobiliser le parti et renforcer les contacts avec notre milieu en menant une campagne financière et politique. Alors que la crise économique n'en finit pas de s'aggraver, que le champ politique se recompose, que l'extrême droite se rapproche du pouvoir, que les échéances – électorales ou pas – pourraient se précipiter, le NPA a des responsabilités pour être utile et aider à une riposte de masse, radicale et démocratique. D'autant que ces derniers mois ont montré que le NPA et ses membres jouaient un rôle actif dans les luttes. En récoltant finalement 400 000 euros en début d'année, en nous organisant à un niveau supérieur à l'habitude, la campagne 2013 a prouvé que nous pouvions dépasser la barre des 200 000 euros. Le CPN a donc fixé comme objectif d'atteindre les 400 000 euros pour cette année 2014. Il appelle tous les membres du parti, les sympathisantEs, les amiEs, à contribuer à cet objectif dès ces prochaines semaines.

La fuite en avant de Hollande-Valls dans l'application des revendications du Medef et son rejet par la population alimentent une crise politique d'une ampleur inégalée pouvant conduire à des explosions à l'issue progressiste incertaine. La crise économique en est la source tant le patronat cherche à restaurer ses profits par une baisse drastique du coût du travail.

S'opposer aux politiques antisociales et à la guerre

La « fronde » parlementaire et le vote de confiance ont montré un gouvernement ne disposant plus d'une majorité absolue au Parlement, minant le régime présidentiel et le bipartisme. Le FN profite de cette situation, de la crise de la droite que le retour de Sarkozy ne pourrait masquer qu'un temps. Loin d'être antisystème, le FN n'aspire qu'à accéder au pouvoir pour mener une politique autoritaire contre les pauvres. Cela représenterait un recul considérable, un saut dans l'offensive contre les classes populaires. Et exige donc l'unité la plus large pour le combattre.

Face à la crise du PS, une partie du Front de gauche préconise une majorité parlementaire alternative, refuse de se situer en rupture claire avec le gouvernement. Et l'ambition personnelle de Jean-Luc Mélenchon contredit le nécessaire combat contre la V^e République.

Les mobilisations de juin-juillet, en particulier celles des cheminotEs et des intermittentEs et précaires, la lutte à Notre-Dame-des-Landes ou la manifestation du 12 avril ont montré qu'il est possible de s'opposer concrètement aux politiques antisociales.

Au niveau international, l'exacerbation de la concurrence s'accompagne de tensions, de guerre contre les peuples, conséquences de l'offensive globale menée par les classes dominantes. S'alignant sur l'impérialisme US en Palestine et en Irak, le

gouvernement prétend jouer le gendarme du monde. Exigeant le retrait des troupes françaises d'Afrique et du Moyen-Orient, le CPN a exprimé sa solidarité avec les forces démocratiques qui résistent à la terreur de « l'État islamique ». Il a indiqué que c'est à ces forces démocratiques qu'il faudrait donner des armes, un point qui a fait débat.

Construire les luttes, rassembler autour de mesures d'urgence anticapitalistes

Nous voulons rassembler celles et ceux qui s'opposent à l'austérité, à la destruction des services publics, des droits sociaux, des droits des femmes et des LGBTI, aux grands projets inutiles, imposés et destructeurs, unir les résistances, les faire converger pour faire céder le gouvernement et le patronat. Pour cela, il y a besoin de construire des luttes actives donc auto-organisées, et de rassembler toutes celles et tous ceux qui veulent s'opposer, à gauche, à la politique menée, sur des objectifs

et des revendications concrètes. La proposition d'une manifestation contre le budget se place dans cette perspective. Quant aux initiatives syndicales, elles devraient s'inscrire dans un plan d'action pour un mouvement d'ensemble. Combinant mesures d'urgence immédiates et rupture avec le capitalisme, nos propositions visent à donner des objectifs, une perspective politique aux luttes. À la question de la chute du gouvernement, nous répondons contenu et construction du rapport de forces pour imposer un gouvernement anticapitaliste appliquant un programme de rupture sociale, écologiste et démocratique porté par la mobilisation et l'auto-organisation des exploitésEs et des opprimésEs. Votée par 64% des membres du CPN, la résolution majoritaire¹ se conclut sur la nécessité de construire le NPA et de renforcer notre intervention.

Un congrès en préparation

Le CPN a entamé la discussion sur l'ordre du jour et les enjeux du prochain congrès du NPA prévu fin

janvier 2015. La complexité de la situation, les attaques multiformes et les approches différentes concernant les priorités à donner à nos débats et à notre intervention rendent difficile à cette étape de déterminer un ordre du jour consensuel.

Six points de vue se sont exprimés sur les enjeux à l'ouverture de la discussion, ce qui n'empêchera pas des rapprochements ultérieurs souhaités par de nombreux membres du parti. Une commission de travail a été mise en place. Elle proposera un ordre du jour et continuera le travail d'élaboration des textes soumis au vote des militantEs.

Unanimité pour la relance d'Alain Pojolat

La mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien contre la guerre sans fin que lui mène l'État d'Israël et les massacres perpétrés à Gaza a rencontré un large écho en France comme dans de nombreux pays. Mais la répression s'abat sur les militants solidaires de la Palestine, que ce soit dans le cadre de la campagne BDS ou contre notre camarade Alain Pojolat, qui a signé les dépôts de manifestations, ensuite interdites. À l'unanimité, le CPN a exigé que les poursuites contre Alain Pojolat soient levées²: manifester est un droit et même, dans certaines circonstances, un devoir, et il est scandaleux que quiconque puisse être condamné pour avoir voulu exercer ce droit. Le CPN a aussi estimé que les poursuites contre celles et ceux qui ont participé ou organisé les manifestations ou qui s'investissent dans la campagne de boycott d'Israël, doivent être abandonnées, et exige l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie qui criminalise ce boycott.

Côme Pierron

1 – <http://www.npa2009.org/agir/resolution-septembre-2014-adoptee-par-le-cpn>
2 – <http://www.npa2009.org/agir/motion-du-cpn-sur-la-repression-du-mouvement-de-solidarite-avec-le-peuple-palestinien>

Drapeau Rouge n°6 est sorti



*** 31 juillet 1914, Jaurès a été assassiné!

*** Chronique de 1936: grève générale en juin 1936

*** Automne 1948: huit semaines de grève chez les mineurs

*** La terreur sévit chez les mineurs

*** Il était un journal: la Jeune Garde (1946-1947)

*** 1954-1962: la 4^e Internationale et la révolution algérienne

*** Un dessin: la Vérité n° 92, 4 octobre 1945

Disponible pour 10 euros (plus 2 euros de frais de port) par chèque à l'ordre de RaDAR (RaDAR BP8 93100 Montreuil), ou en passant par Paypal (mail: radar@numericable.fr)



Le stand du NPA à la fête de l'Huma. Photothèque Rouge / JMB

Essai

24/7. Le Capitalisme à l'assaut du sommeil, Jonathan Crary

Éditions Zones, 2014, 15 euros

Le capitalisme n'épargne rien : pas même les nuits et le sommeil. C'est ce que démontre avec force l'historien d'art Jonathan Crary dans un petit livre paru aux éditions Zones.

De prime abord, la thèse peut paraître négligeable. À l'échelle de la violence sociale, le sommeil et les rêves semblent, spontanément, des sujets bien anecdotiques. La première force du livre de Crary est précisément de déplier l'ensemble des enjeux que le sommeil recouvre : rappeler combien le « droit à la nuit », au repos et au sommeil, bref au temps libéré, est aussi l'objet de la lutte des classes. Ainsi s'éclaire la dimension politique du sommeil : le vol du temps par le capitalisme achoppe sur la nécessité physique du sommeil. Après « la faim, la soif, le désir sexuel et, récemment, le besoin d'amitié », c'est donc la nuit que la logique marchande doit coloniser.

Le besoin de sommeil constitue, en effet, l'une des dernières « barrières naturelles » (Marx) à la pleine extension, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, du capitalisme. Alors ce dernier s'y



attaque, le rend fragile, impossible. Crary propose une comparaison éclairante : la logique « ON/OFF » est

dépassée, désormais l'individu se doit d'être en mode « veille », c'est-à-dire dans un état de disponibilité permanente, soumis aux exigences de la production. À travers le prisme du sommeil, cet essai, riche de très nombreuses pistes ouvertes, entreprend une critique de la barbarie néolibérale : elle ne laisse rien de nos vies en répit. Aucun temps, aucun espace ne doit résister à son contrôle et à ses objectifs...

Décoloniser nos vies

Mais le livre ne se contente pas de constater la souffrance immédiate que procure cette transformation de chacun en objets sollicités sans relâche. Il rend intelligible cette offensive, en décrit les ramifications et conséquences. La qualité de nos attentions et de nos imaginaires est atteinte ; nos concentrations et distractions sont organisées. L'auteur interroge, en effet, avec force, le travail pernicieux de la

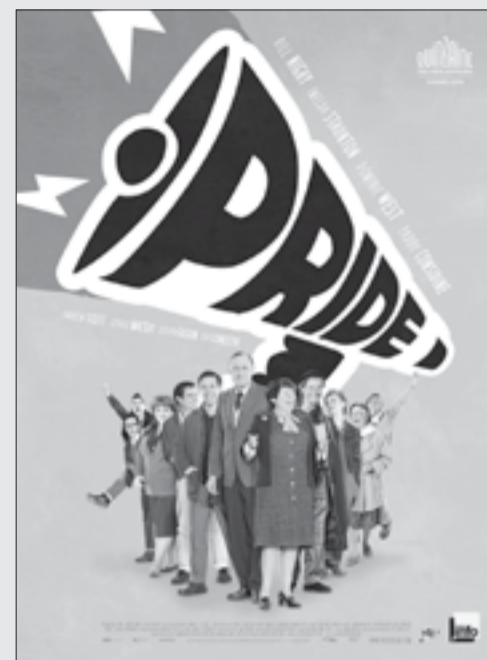
communication, de la télévision, des médias sans adopter une quelconque posture complotiste ou moralisatrice.

Face à « cet assaut contre la vie quotidienne », cet ouvrage rappelle ainsi que nos nuits, pas plus que nos jours, n'ont à appartenir au capital. Et combien le combat anticapitaliste est un combat pour décoloniser la vie dans son intégralité.

« Il se peut, note en conclusion Crary — dans toutes sortes d'endroits, dans des états très divers, y compris ceux de la rêverie ou le rêve éveillé — qu'imaginer un futur sans capitalisme commence par des rêves de sommeil ». Aujourd'hui agressés, le rêve et le sommeil pourraient bien s'avérer de puissantes armes. L'avertissement n'est pas aussi iconoclaste qu'il le paraît. Après tout, Lénine — que Crary ne mentionne pas — avertissait dans *Que faire ?* : la révolution a besoin du rêve et de l'imagination. Le capitalisme, lui, l'a compris. Il paraîtrait judicieux que les anticapitalistes, à nouveau, s'en soucient.

Olivier Neveux

Cinéma



Pride de Matthew Warchus

Avec Bill Nighy, Andrew Scott et Dominic West. Sortie le mercredi 17 septembre

Ce film raconte un épisode méconnu de la grève des mineurs britanniques de 1984-1985 : un groupe de lesbiennes et de gays londoniens — « Lesbians and Gays Support the Miners » — organisa des collectes et des concerts pour soutenir les grévistes et leurs familles contre la fermeture de leur mine. Le scénario est porté par des acteurs remarquables, dont certains ont déjà fait leurs preuves au cinéma ou dans des séries de qualité (*The Wire*, *Misfits*, *Sherlock*). Les préjugés volent en éclats au rythme d'une bande son mêlant habilement des chants historiques du mouvement ouvrier aux tubes des Bronski Beat ou des Smiths. *Pride* est un film drôle, émouvant et terriblement inspirant, comme seul le cinéma social anglais sait encore en faire.

En voulant à tout prix voir dans cette histoire un paradoxe, celui de la jonction de deux univers que tout opposerait, la plupart des médias passent à côté d'une dimension majeure du film : face à l'injustice et à la violence sociale, face aux calomnies d'une presse qui vomit autant les grévistes que les « pervers », celles et ceux qui choisissent de se battre sont de la même communauté. Cette idée est symbolisée par la poignée de main qui orne la bannière du syndicat des mineurs. Le film a pour toile de fond la politique réactionnaire et anti-ouvrière du gouvernement Thatcher, les premiers ravages du sida et les lois homophobes qui sévissaient encore. La scène finale est pourtant d'un optimisme contagieux, quand mineurs gallois et militants homos défilent ensemble en tête de la gay pride de 1985. Mais le récit n'est pas naïf, il illustre la force de la solidarité des opprimés, qui se poursuit malgré la défaite de la grève. En mettant l'accent sur la confiance qui naît entre un jeune homo communiste et un mineur syndicaliste, sur le rôle central que jouent les femmes, ou sur la façon dont un jeune gay s'affirme dans ce combat au cours duquel un vieux mineur peut faire son coming out, le film montre comment les luttes collectives transforment celles et ceux qui les mènent. *Pride* est un hommage à la solidarité et une touche d'espoir.

Gaël Klement

Exposition



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

Niki de Saint Phalle

Au Grand Palais jusqu'au 2 février 2015

Niki de Saint Phalle (1930-2002) est une artiste franco-américaine qui s'inspire de Gaudi, Dubuffet et Pollock. Son parcours biographique est sublimé par la création de grands thèmes et de mythes qui articuleront ensuite toute son œuvre. On en connaît le caractère joyeux et coloré, mais on en a oublié la violence, l'engagement et la radicalité. Qu'il s'agisse de l'audace de ses performances, du contenu politique et féministe de son travail ou de l'ambition de ses réalisations dans l'espace public.

Née en France où elle passera une grande partie de sa vie, mais élevée aux États-Unis et choisissant d'y passer la fin de sa carrière, elle ne cessera de voyager entre ses deux pays et d'en réconcilier les tendances artistiques. Connue comme la seule artiste femme du Nouveau Réalisme en France, mais aussi à l'origine du Pop Art dont son approche renouvelle la lecture. Le multiculturalisme — les références

à l'art des natifs d'Amérique et à la civilisation mexicaine, la question raciale et la critique de la politique de George Bush sont autant de sujets américains qui caractérisent ses dernières œuvres.

Artiste féministe

En 1967, Niki de Saint Phalle et Jean Tinguely réalisent *Le Paradis fantastique* à Montréal, et Niki fait une première exposition au Stedelijk Museum d'Amsterdam intitulée *Les Nanas au pouvoir*. En 1998, elle réalise une série de sculptures des *Black Heroes*, en hommage à plusieurs personnalités de la communauté afro-américaine. Articuler une vie de femme avec une vie d'artiste, renouveler la représentation du corps féminin et de l'érotisme, réinterpréter les grandes figures mythiques, interroger le rôle de la femme dans la société et en proposer un autre, autant de thèmes contenus dans son travail important.

Milo

Polar

Le dernier témoin de Kim Sôngjong

Actes Sud, 2014, 23,50 euros

Kim Sôngjong est paraît-il l'un des fondateurs du roman policier coréen. Son livre, qui vient de paraître en France, a été publié en 1979 dans son pays d'origine. L'action se déroule au début des années soixante-dix, c'est-à-dire vingt ans après la guerre qui, de 1950 à 1953, opposa les armées du Nord « communiste » à celles du Sud, puis les armées chinoises et américaines pour aboutir au partage du pays. Un policier à problèmes est chargé d'élucider le meurtre d'un notable régional. Rapidement, il va comprendre que ce crime est lié aux événements sanglants qui ont accompagné la fin du conflit. L'intérêt principal de ce roman, construit sous forme d'enquête entrecoupée de flash-back correspondant aux récits de témoins, est d'évoquer des faits assez peu connus, en particulier le combat de maquisards du Nord et leur répression féroce. Sôngjong rappelle au passage que les dirigeants communistes du Sud réfugiés au Nord ont été assassinés par les Staliniens sur l'ordre du futur dictateur Kim Il Sung. Toutefois, on aimerait en savoir un peu plus sur les motivations et les origines de ces guérilleros qui se conduisent entre eux avec sauvagerie, de même que sur ces « milices de jeunes » qui les combattent.

La traduction, qui donne l'impression d'être littérale, ne facilite pas toujours la lecture. Néanmoins, ce roman nous fait découvrir un certain visage du Pays du matin calme.

Gérard Delteil



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris ~ Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com ~ contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



L'Anticapitaliste | Libre expression

“Le gouvernement tape sur les sans-papiers pour faire plaisir y compris à la droite extrême”

Entretien. Les 20 et 21 septembre, une centaine de sans-papiers, représentant des collectifs d'Île-de-France (CSP75, CSP75-Strasbourg-St-Denis, CSP17-St-Just, CSP Fort-de-Vaux, Intégration 21, Droits Devant!!, CSP92, CSP93, CSP94) et des soutiens (membres de ATMF, FUIQP, DIEL, Fasti, MRAP, UJFP, Coordination Rhône-Alpes de soutien aux Sans-papiers, NPA) se sont réunis à Saint-Denis (Bourse du travail et théâtre de la Compagnie Jolie Môme). Quatre ateliers se sont tenus le samedi (loi Ceseda sur l'entrée et le séjour des étrangers et le droit d'asile / expulsions et répression / convergence des luttes / bilan et perspectives du mouvement). Face à l'ampleur des attaques et repartant des moments forts de la lutte des sans-papiers (occupations de Saint-Ambroise et Saint-Bernard en 1996, de la basilique de Saint-Denis en 2002, et de Baudelique en 2009, grèves des travailleurEs sans-papiers en 2008), l'assemblée du dimanche a exprimé la nécessité de remobiliser le mouvement au travers d'actions planifiées soigneusement et préparées collectivement. DéléguéEs de leur collectif et de l'Union nationale des sans-papiers (UNSP), quatre sans-papiers, Vazoumana Fofana (CSP75), Mame Thiaw (Droits Devant!!), Ousmane Condé (CSP17-St-Just) et Alioune Touré (Intégration 21) nous ont parlé de la politique du gouvernement et des perspectives pour le mouvement.

PS au pouvoir

Mame Thiaw: Le PS ne mène pas actuellement une politique socialiste mais une politique de droite. Cette politique politicienne n'est pas pour les sans-papiers mais se fait dans le sens de la pression des autres partis, notamment du FN.

Ousmane Condé: Au moment de Baudelique, on avait été reçus au siège du PS, à Solférino. Les dirigeants du PS nous avaient dit que quand le PS serait au pouvoir, il mènerait une « politique de l'immigration humanisée ». Cela avait été confirmé par le candidat Hollande en 2012, notamment sur les centres de rétention en disant que la rétention devait être l'exception. Mais les CRA (Centres de rétention administrative) sont toujours là. Dans sa logique actuelle, le gouvernement tape sur les sans-papiers pour faire plaisir y compris à la droite extrême.

Vazoumana Fofana: Pendant le Forum social mondial à Dakar en 2011, on avait été reçus par des dirigeants du PS, comme Martine Aubry ou Harlem Désir. On avait eu des discussions sur comment faciliter le combat social. Aujourd'hui, alors qu'on prépare le FSM de 2015, le gouvernement a refusé des subventions au FSM. Le PS est aujourd'hui en contradiction avec l'idée de socialisme qu'avec ses promesses.

Alioune Touré: Sur l'immigration, on a la même logique à droite et à gauche, logique répressive et xénophobe. Depuis plus de 15 ans, on assiste à un durcissement des politiques contre les migrantEs et les sans-papierEs. Les outils utilisés contre l'immigration n'ont pas résolu les problèmes des migrantEs, mais l'immigration est aujourd'hui traitée comme une affaire de police. L'État érige des obstacles et met la



Vazoumana Fofana, Mame Thiaw, Ousmane Condé et Alioune Touré. DR

loi en conformité avec les directives européennes, vidant de son sens la charte des Nations unies sur « le droit de chaque migrant de se déplacer et vivre là où il veut ».

Nouvelle loi

Mame: Le projet de loi qui se prépare pour le premier semestre 2015 parle de carte pluriannuelle et d'amélioration des demandes d'asile. Mais ces deux points ne concernent en fait pas les sans-papiers, dans la mesure où la carte pluriannuelle suppose d'avoir un titre de séjour ou déjà renouvelé. Par ailleurs, elle engendrera des contraintes pour le renouvellement et les critères vont être de plus en plus rigoureux. Il s'agit encore d'une régression.

Ousmane: Cette nouvelle carte n'est pas un cadeau. Liée à des choses comme le logement ou le travail, elle enchaînera notamment celles et ceux qui en bénéficieront à leur patron. Donnant encore plus de pouvoir aux préfetures pour faire des vérifications, la carte pourra être retirée du jour au lendemain.

Vazoumana: Le projet de loi est dans la continuité des circulaires Valls. La circulaire du 11 mars a accentué le processus d'expulsions. Elle indique que même si l'ambassade d'un pays d'origine refuse un laissez-passer, la préfecture doit faire pression. Le gouvernement traite ces États comme des provinces de la France ! Le projet de loi sera dans la continuité de cette politique machiavélique. Concernant la carte pluriannuelle, il s'agit de renforcer les pouvoirs discrétionnaires du préfet et de précariser les étrangerEs. L'UNSP exige la carte de 10 ans renouvelable automatiquement.

Perspectives

Alioune: Notre lutte doit s'axer sur deux objectifs. Un objectif de lutte locale en mobilisant tous les collectifs de sans-papiers en France, mais aussi et surtout une lutte globale sur l'échiquier européen. C'est dans ce cadre que l'UNSP ira à Rome en novembre pour faire entendre, une fois de plus, sa voix, comme elle l'a déjà fait à Bruxelles en juin.

Un objectif de lutte locale en mobilisant tous les collectifs de sans-papiers en France, mais aussi et surtout une lutte globale sur l'échiquier européen.

Vazoumana: Il est évident que face à la politique du gouvernement, on ne va pas rester sans rien faire. On a prévu à cette assemblée de l'UNSP trois actions nationales dans l'année qui vient. On va désormais leur donner forme, en créant notamment un bouclier contre les nouvelles lois.

Ousmane: On doit désormais aller vers le concret, aller vers des actions fortes pour avoir des réponses solides par rapport à ce qui se prépare. En même temps, on doit faire face à la démobilité. Il y a donc un travail de terrain pour préparer, en axant sur une double convergence : celle des collectifs et celle des luttes (avec les syndicats, associations, partis).

Mame: Il nous faut une ligne politique pour pouvoir faire le poids face à la logique du gouvernement. Pour cela, il faut redynamiser le mouvement de lutte des sans-papiers ; mettre l'accent sur la convergence des luttes, en faisant appel aux organisations syndicales, aux partis politiques comme le NPA, le Front de gauche et EÉLV ; sensibiliser davantage l'opinion publique française, en disant que les sans-papiers ne sont pas en marge, participant activement aux domaines économique et social. Il s'agit aussi d'unir nos forces avec les camarades migrantEs et sans-papiers des autres pays contre Frontex.

Propos recueillis par Denis Godard

Vu ailleurs

AFRIQUE: LA SANTÉ POUR LES PLUS RICHES. Un programme phare qui mobilise un milliard de dollars pour soutenir le secteur privé

de la santé en Afrique oublie les populations pauvres. [...] Lancée

en 2008, l'initiative Santé en Afrique bénéficie du soutien de la France, du Japon et des Pays-Bas, ainsi que de la Fondation Bill et Melinda Gates, parmi d'autres. Elle vise à encourager les investissements du secteur privé dans la santé sur le continent africain, l'accent étant mis sur les populations dites « mal desservies ».

Toutefois, il ressort d'une récente étude indépendante et d'une analyse d'Oxfam que cette initiative ne respecte pas ses engagements en faveur des populations mal desservies et n'évalue même pas si les populations pauvres en bénéficient. Au contraire, Oxfam a établi que nombre des investissements engagés ont financé des établissements hospitaliers onéreux en milieu urbain, souvent explicitement destinés aux citoyennes et citoyens les plus aisés. [...]

Au Nigeria, où se concentre 14% de la mortalité maternelle mondiale, 5 millions de dollars ont été investis dans la première clinique africaine de fécondation in vitro (FIV), où un cycle de FIV coûte 4600 dollars. Le plus gros investissement – d'un montant de 93 millions – a bénéficié à Life Healthcare, le deuxième plus grand prestataire privé de services de santé en Afrique du Sud, qui possède 63 hôpitaux. Les services de Life Healthcare ne sont pas à la portée des ménages sud-africains même relativement aisés ; l'assurance maladie n'en couvre qu'une petite partie et seulement 15% de la population sud-africaine possède une assurance maladie. [...]

Les pays qui ont le plus progressé vers une couverture de santé universelle ont principalement mis sur les systèmes publics. Le Groupe de la Banque mondiale devrait plutôt soutenir ces solutions qui ont fait leurs preuves et aider les États à développer leur système de santé public.

Site de l'ONG Oxfam France, 10 septembre 2014

S'abonner à l'Anticapitaliste
l'hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org